

# Dimensions nouvelles de la métropolisation dans le Monde arabe : le cas du Caire

Eric Denis, Leila Vignal

▶ **To cite this version:**

Eric Denis, Leila Vignal. Dimensions nouvelles de la métropolisation dans le Monde arabe : le cas du Caire : Mondialisation, instabilités et recomposition de la forme urbaine. Cahiers de la Méditerranée, 2002, 64, pp.119-166. hal-00360781

**HAL Id: hal-00360781**
**https://hal.science/hal-00360781**

Submitted on 11 Feb 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Cahiers de la Méditerranée*

**vol. 64–2002, Les enjeux de la métropolisation en Méditerranée**

# Dimensions nouvelles de la métropolisation dans le Monde arabe : le cas du Caire

Mondialisation, instabilités et recomposition de la forme urbaine

Eric DENIS et Leïla VIGNAL

**RÉSUMÉ**

Depuis le début des années 1990, privatisation, libéralisation des échanges, ouvertures aux capitaux étrangers et ajustement structurel ont bousculé le quotidien égyptien. Cette nouvelle donne a accéléré la transformation du Caire, bouleversant son rapport à l'Egypte et au monde. Sa macro-forme est marquée par un changement radical d'échelle, par un dédoublement. La hiérarchie des valeurs immobilières et des paysages tend à s'inverser, de nouveaux modes d'habiter émergent, les mobilités sont bouleversées, de même que le rapport aux centres.
Partant d'une analyse de l'insertion du Caire au sein de l'économie globalisée organisée autour du réseau des villes-mondiales, puis de l'évolution des localisations industrielles, se dégage une approche des formes métropolitaines dans un contexte d'instabilité accrue.

**ABSTRACT**

Since the 1990's, privatization, opening to foreignt, investments, and structural adjustment are transforming the day-to-day life in Egypt. This renewal political lands cape has accelerated the making of Cairo metropolis. It radically modifying its link with the country and the world. Its global form is completely transformed by a physical redoubling process. The topography of real-estate market has been almost overturned, new way of housing are emergency, and mobility is extended and recomposed like the relation to the centers. Starting from the analysis of Cairo linkage with the global economy organized around the world cities network following by those of industriel location appear an approach of metropolitan form and society in a context of extended unsteadiness.

**PLAN**

I - Affichage et recherche d'une insertion dans le système des grandes métropoles
1 - La transition libérale
2 - De la primauté de la croissance industrielle
3 - Une modeste insertion mais une forte dépendance de l'Égypte à l'échelle internationale pour des impacts déterminants à celle de la métropole

Les paradoxes de la richesse cairote
- La place boursière du Caire : marché émergent ou polarisation nationale ?
- Des investissements internationaux modestes
- Participation modeste au commerce international
4 - Vers une métropolisation d'ampleur régionale ?
- L'existence du Monde arabe
- Une faible intégration commerciale
- Il n'y a pas de participation arabe à la construction d'une centralité égyptienne
- Le Caire, métropole parmi les métropoles
- La substance métropolitaine : le creuset cairote comme lieu de création et de médiation du Monde arabe
II - Fin de l'onde séculaire de métropolisation ou changement d'échelle ?
1 - Une croissance démographique ralentie de la métropole
2 - Une métropolisation qui change d'échelle
3 - Une polarisation accrue de l'activité et du commandement
III - Une forme métropolitaine radicalement bouleversée par les nouvelles orientations économiques
1 - Les échelles du redéploiement industriel et les disponibilités foncières
2 - Shubrâ al-Khayma VS Six-Octobre
4 - La recomposition de la ville compacte
Conclusion : Métropolisation, instabilité et liberté d'entreprendre
Quelle forme métropolitaine dans un contexte de précarité et d'instabilité ?
La coalescence du métropolitain et du national
Intégration métropolitaine, participation et liberté

## TEXTE INTÉGRAL

> J'avais pris l'habitude dès mon enfance de l'appeler "l'Egypte" au lieu du "Caire". (…) "Je vais aller en Égypte", "je reviens d'Egypte", "j'ai envoyé un courrier en Égypte", "les jeunes filles d'Egypte"(…)
>
> Tout le monde désigne donc la capitale par l'"Égypte" et non par "Le Caire" et rien n'atteste mieux sa suprématie, sa situation privilégiée. (…) Le Caire est un microcosme de l'Egypte. Il est au cœur de la littérature comme il est au cœur de l'espace et du temps.
>
> **Gamal al-Ghitani**

1 En moins de dix ans, Le Caire a doublé de surface. Une ville connexe et extensive est venue se greffer à l'une des agglomérations les plus denses du monde. C'est sans aucun doute le plus clair témoignage d'une bifurcation du cycle urbain. Cette bifurcation est liée au processus d'ouverture du pays qui accroît l'influence de tendances globales radicalement et rapidement recomposées, qu'il s'agisse de la nouvelle division internationale du travail, de l'intensification des flux d'informations et de capitaux (de leur volatilité aussi), de la conjoncture des marchés ou du renforcement, dans ce contexte, du rôle nodal des très grandes villes.

2 Ainsi le profond décalage paysager que connaît Le Caire n'est que la partie saillante d'une transformation radicale des topographies métropolitaines économiques et sociales, qui tend à l'inversion des polarités et des valeurs entre centre et périphérie et au métissage des zones péri-centrales.

3 Notre réflexion est placée sous le signe de l'impossibilité de fixer de façon certaine une tendance unique associée à ce qu'il est convenu d'appeler nouvelle métropolisation, c'est-à-dire la conjugaison d'une tendance démographique apparente à la dépolarisation et d'une concentration métropolitaine accrue des nouvelles capacités productives et des fonctions de

commandement.

4 Nous avons en effet observé les transformations significatives d'une croissance métropolitaine renouvelée – nouvelles productions, nouveaux sites de productions, nouveaux quartiers, nouveaux espaces de consommation, nouvelles mobilités - tandis que des secteurs entiers sont exclus de cette nouvelle économie et en sont parfois déstabilisés. Surtout, nouveaux comme anciens secteurs sont soumis à une conjoncture très instable qui laisse peu de place à la production d'une ville durable. Enfin, le contexte ne permet pas l'extension du salariat, voire asphyxie l'ancien, ce qui empêche crédits et hypothèques, c'est-à-dire le financement de la production et de la maintenance de l'espace métropolitain.

5 C'est précisément la description du paysage de la nouvelle métropolisation au Caire - bifurcation du cycle urbain, dédoublement de la forme urbaine, développement de nouvelles topographies infra-urbaines, renforcement de la polarité cairote - que nous souhaitons partiellement présenter dans ce texte, en montrant que celle-ci est en partie le fruit de nouvelles logiques de production urbaines liées à l'ouverture économique que connaît l'Egypte depuis les années 1990.

# I - Affichage et recherche d'une insertion dans le système des grandes métropoles

## 1 - La transition libérale

6 La signature, en 1991, d'un accord-cadre tripartite entre l'Egypte, le FMI et la Banque Mondiale, *The Economic Reform and Structural Adjustment Program*, marque l'entrée de l'Egypte dans une phase active de réformes et de transformations de l'appareil économique et de changement des modes de gouvernement. Ainsi, la décennie est marquée par la mise en œuvre effective d'un programme de libéralisation et de privatisation.

7 Un nouveau contrat se dessine progressivement entre secteur public et privé, alors que les dépenses publiques sont drastiquement ajustées. Par ailleurs, la mise en conformité avec les accords commerciaux internationaux a conduit à un abaissement progressif des barrières douanières qui, à terme, seront supprimées. Les conditions de développement des activités industrielles et de distribution s'en trouvent radicalement transformées, ainsi que la manière de produire de l'urbain, des bâtiments comme des quartiers.

8 Ce sont incontestablement les redéfinitions de ces modes d'agir qui stimulent l'émergence de nouveaux paysages urbains et de nouvelles centralités industrielles, tertiaires ou résidentielles, en même temps qu'elles imposent le déclin de polarités anciennes.

## 2 - De la primauté de la croissance industrielle

9 Nous avons pris pour parti, ici, de privilégier l'analyse de la restructuration du secteur manufacturier dans son articulation aux transformations de la métropolisation et de la forme métropolitaine. L'idée est la suivante : l'observation de la nouvelle métropolisation a le plus souvent pris la forme d'une évaluation de la transition des économies métropolitaines vers la maîtrise de l'industrie de l'information et des nouvelles économies, c'est-à-dire de la mesure de leur capacité à contrôler les flux, d'innovation ou de capitaux, et à s'imposer comme émetteur dominant (Sassen, 1996; Veltz, 1996).

10 Or ces modèles, en orientant la réflexion urbaine vers l'articulation entre système de villes et villes globales ou vers l'analyse des nodalités métropolitaines qui contrôlent l'économie d'archipel, amènent à produire une vision superficielle des manifestations de la globalisation dans les métropoles qui ne relèvent pas des grands pays industrialisés.

11 Ce serait une erreur que de se focaliser uniquement sur les manifestations d'une tertiairisation de façade, en accord avec le temps mondial, même si celle-ci conditionne un éclatement des combinaisons sociales locales, un accroissement des inégalités, avec des modes de consommer, de se déplacer et d'habiter élitistes qui s'alignent sur des standards globalisés tandis que d'autres restent très localisés, voire, dans la plupart des cas, s'appauvrissent et s'enkystent.

12 Dans les métropoles du Sud, la nouvelle métropolisation, comprise comme la polarisation par la plus grande ville d'un système national, voire régional, des activités productives, du commandement et des relations au monde ne peut faire l'économie d'une croissance et d'un redéploiement du secteur industriel. Nous rejoignons en cela les approches avancées par Nigel Harris en ce qui concerne l'Inde et plus largement sur la métropolisation comme moteur de croissance.

13 Par ailleurs, les travaux sur la nouvelle économie urbaine aux États-Unis (Castells, 1989) montrent parfaitement que l'émergence des villes globales suppose toujours une expansion industrielle à proximité. L'essor dans leurs périphéries d'une industrie innovante, de l'informatique et des télécommunications tant civiles que militaires, fut fondamental pour la transition vers la maîtrise globale des flux, pour des villes comme New York ou Tokyo, ou la maîtrise régionale dans les cas de Séoul ou Singapour. La désindustrialisation ou la tertiairisation des villes globales n'est qu'un redéploiement de leur capacité productive et la reformulation du système de villes à une autre échelle.

14 Dans le cas du Caire, il est évident que la nouvelle aire métropolitaine s'articule autour de la transition industrielle. C'est-à-dire autour de la transformation d'une industrie issue des efforts des années 1960 pour affirmer un socle industriel indépendant, elle-même héritière des orientations extractives antérieures caractéristiques des économies tropicales colonisées, autour du coton.

15 A l'obsolescence de ce parc industriel, depuis les industries lourdes jusqu'au secteur textile, s'oppose le dynamisme d'un secteur manufacturier orienté vers l'industrie d'assemblage de biens de consommation, l'agro-alimentaire, voire les biens intermédiaires avec la reprise de la production sur des chaînes modernisées, destinée à alimenter le secteur du bâtiment et des travaux publics (ciment, céramique et acier). Le secteur du bâtiment et des travaux publics est en effet celui qui connaît la plus forte croissance (10,5% de la valeur de sa production entre les années fiscales 1997/98 et 1998/99, devant l'industrie, 9,7%).

16 Avec l'émergence du secteur manufacturier moderne, c'est la ville qui se transforme **1** : d'abord parce que s'y greffe une nouvelle distribution et, d'autre part, parce qu'il entraîne le développement des services aux entreprises et des nouvelles technologies, tels le génie informatique, la gestion de l'information mais aussi celle des transports (maîtrise de la chaîne du froid, fret aérien…).

17 La rupture entre une industrie déclinante et la nouvelle manufacture se polarise, même si la relation n'enferme pas toute la question, entre un secteur public vieillissant et un secteur privé innovant ouvert aux capitaux et aux technologies nouvelles importées.

18 Il faut aussi compter avec un secteur manufacturier illégal ou para-légal conséquent (entre 27% et 40% de l'emploi selon les sources et la prise en compte ou non de la double activité). Il a

développé une importante production de biens de consommation sous-standards à l'abri derrière de solides barrières douanières. Aujourd'hui, au fur et à mesure de la réduction de ces dernières, conformément aux accords du GATT, ce secteur informel est de plus en plus exposé à la concurrence des produits importés de Chine ou d'Inde. Dans la plupart des cas, seule la baisse du salaire journalier et l'augmentation du travail des enfants permet de rester concurrentiel.

19 Le secteur privé s'affirme face au secteur public : entre les années fiscales 1991/92 et 1998/99 il passe de 58,3% de la valeur industrielle produite à 81,8%. Le phénomène est double : d'une part, le privé absorbe, à travers les privatisations, les entreprises publiques les plus performantes et, d'autre part, le secteur public, faute d'investissements, voit sa productivité sans cesse fléchir. En 1996/97, dans les établissements de plus de 10 salariés, la valeur ajoutée par travailleur et par an s'établissait, en moyenne, à 9.500 LE (11.000 FF) contre 21.300 LE pour le secteur privé.

20 Le secteur public manufacturier employait encore, en 1996, un quart des ouvriers égyptiens, dont près de 40% travaillaient dans la région du Grand-Caire. Cependant, les sureffectifs dans le secteur public sont estimés à 18% de la force de travail par le gouvernement et à plus de 40% par les acheteurs potentiels. Malgré la suppression de 125.000 emplois depuis la mise en place du Schéma d'ajustement, la rentabilité des industries publiques reste hypothétique au regard de l'obsolescence des équipements et du manque de compétitivité de l'Égypte en ce qui concerne d'éventuels secteurs d'insertion internationale comme le textile. Le plus souvent, la véritable valeur des compagnies publiques réside dans leur seul foncier, autrefois périphérique et désormais péri-central, ce qui augure mal de leur avenir.

21 Nous détaillerons donc les conséquences fonctionnelles, foncières et socio-spatiales de cette recomposition de l'appareil productif qui révèlent et même induisent la nouvelle métropolisation. Auparavant, il convient d'évaluer et relativiser la "métropolité" du Caire dans le système des grandes métropoles et à l'échelle régionale.

## 3 - Une modeste insertion mais une forte dépendance de l'Égypte à l'échelle internationale pour des impacts déterminants à celle de la métropole

22 Tous les indicateurs internationaux rendent compte de la faiblesse de l'insertion de l'Égypte tant dans les grands réseaux économiques mondiaux que dans le système des villes mondiales. A cette modestie à l'échelle globale répond une insertion tout aussi faible à l'échelle régionale. En effet, les économies métropolitaines proche-orientales entretiennent peu de rapport de complémentarité les unes avec les autres. Cependant, si marginaux qu'apparaissent ces indicateurs économiques aux échelles les plus petites, ils participent, aux échelles nationale et métropolitaine, aux transformations profondes de l'Égypte et de sa métropole.

### Les paradoxes de la richesse cairote

23 Représentant 22,5% du PIB national (tableau 1), le poids économique du Caire est central sans être macrocéphalique. Ce type de domination équilibrée de son territoire, que la ville partage notamment avec Paris, reflète la diversification de l'économie métropolitaine au sein d'une économie nationale elle-même relativement diversifiée, et dont l'importante assise industrielle constitue un fait remarquable parmi les pays du Proche-Orient. Cet indicateur souligne avec pertinence que Le Caire n'est pas seulement la plus grande ville du monde arabe mais avant tout

la capitale d'un grand pays structuré par des pôles secondaires.

**Tableau 1 : Le Produit Urbain Brut en 1995 (PUB)**

| | PUB en $ | Population x 1.000 | RSP | PUB/PIB en % | PUB/Habts en $ |
|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 361 416 | 9 513 | 1.515 | 24,9 | 37 992 |
| Barcelone | 65 900 | 3 892 | 1.287 | 12,4 | 16 932 |
| Istanbul | 49 889 | 8 383 | 2.134 | 29,1 | 5 951 |
| Naples | 39 983 | 2 964 | 0.705 | 3,6 | 13 490 |
| Tel Aviv-Jaffa | 32 172 | 1 920 | 1.080 | 36,7 | 16 756 |
| Marseille | 31 808 | 1 226 | 1.035 | 2,2 | 2 5945 |
| Athènes | 29 046 | 3 074 | 1,151 | 33,8 | 9 450 |
| Koweït | 28 302 | 1 350 | 1,000 | 85,7 | 20 964 |
| Riad | 23 961 | 3 446 | 1,000 | 18,4 | 6 954 |
| Téhéran | 18 711 | 7 769 | 1,300 | 16,5 | 2 408 |
| Le Caire | 12 929 | 10 801 | 1.439 | 22,5 | 1 003 |
| Izmir | 11 802 | 1 984 | 2.133 | 6,9 | 5 949 |
| Bagdad | 6 036 | 3 981 | 1,200 | 24,5 | 1 516 |
| Beyrouth | 5 089 | 1 405 | 1,300 | 54,7 | 3 623 |
| Casablanca | 4 682 | 2 970 | 1,300 | 14,5 | 1 576 |
| Alger | 3 790 | 2 414 | 1,000 | 8,5 | 1 570 |
| Tunis | 3 530 | 1 633 | 1,200 | 21,8 | 2 162 |
| Amman | 3 339 | 2 022 | 1,109 | 52,7 | 1 651 |
| Damas | 2 298 | 2 512 | 1,000 | 16 | 915 |

Source : Moriconi. *L'Urbanisation en Méditerranée : approche globale* Plan Bleu pour la Méditerranée (ONU). 160 p. 2000 (à paraître).

24 Cependant, la richesse brute produite par Le Caire est de 28 fois inférieures à celle de Paris, et de plus de 37 fois lorsqu'on la rapporte au nombre d'habitants. Au sein des pays arabes, le PUB cairote situe la métropole bien après les capitales pétrolières de la Péninsule arabique, mais largement en tête de toutes les vieilles métropoles des pays non exclusivement pétroliers. Cependant, la métropole est reléguée en dernière place du classement lorsqu'on rapporte son PUB au nombre d'habitants : une ville qui produit des richesses, certes, mais trop peu pour satisfaire relativement les besoins de la plus importante concentration démographique de la région.

## - La place boursière du Caire : marché émergent ou polarisation nationale ?

25 Après une éclipse de quarante ans, la place boursière du Caire, associée à celle d'Alexandrie, s'est réinscrite dans le système de cotation international à la faveur de la politique de restructuration et d'ouverture économique. Cette volonté de reconquête d'un marché financier moribond accompagne le mouvement de captation large des fonctions de pointe par la métropole cairote, notamment dans le secteur des services financiers. Si cette polarisation est peu lisible à l'échelle mondiale, où Le Caire peine parfois à maintenir sa crédibilité de " marché émergent ", elle participe, à l'échelon national, du renforcement de la domination métropolitaine par le biais des nouvelles fonctions de l'économie mondiale qui s'y concentrent.

**Tableau 2 : Les places boursières du Monde arabe en 1996**

| | Capitalisation | | Turnover ratio | Part de la capitalisation boursière mondiale | Part régionale | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Milliards US$ | %PNB | Capitalisation/échanges | En % | En % | |
| | 1999 | 1998 | | 1999 | 1999 | 1999 |
| Johannesburg | 262,4 | 127,6 | 34,1 | 0,96 | Hors région | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Bombay | 184,6 | 24,5 | 84,4 | 0,67 | Hors région |
| Mexico | 154,0 | 23,3 | 29 | 0,56 | Hors région |
| Kuala Lumpur | 145,4 | 136 | 39,8 | 0,53 | Hors région |
| Istanbul | 112,7 | 16,9 | 102,8 | 0,41 | 36,01 |
| Tel Aviv | 63,8 | 39,4 | 29,9 | 0,23 | 20,38 |
| Riyad | 60,4 | 33 | 28,8 | 0,22 | 19,3 |
| Le Caire | 32,8 | 29,5 | 31,6 | 0,12 | 10,48 |
| Téhéran | 14,9 | 13,1 | 9,3 | 0,05 | 4,76 |
| Casablanca | 13,7 | 44,1 | 17,6 | 0,05 | 4,38 |
| Amman | 5,8 | 79 | 9,4 | 0,02 | 1,85 |
| Oman | 4,3 | 29,4 | 33,8 | 0,02 | 1,37 |
| Tunis | 2,7 | 11,4 | 13,3 | 0,01 | 0,86 |
| Beyrouth | 1,9 | 13,8 | 9,3 | 0,01 | 0,61 |

Source: IFC's Emerging Market Database

26 A l'échelle internationale, la Bourse du Caire cumule en effet seulement 0,12% de la part de la capitalisation boursière mondiale (tableau 2). L'ensemble des places boursières du monde arabe se situe d'ailleurs dans cette ultra-périphérie des flux financiers mondiaux. Elles brassent principalement des actifs nationaux souvent issus, comme c'est le cas en Égypte, du processus de privatisation des entreprises du secteur public ou de la vente de certains monopoles d'État (téléphonie mobile par exemple).

27 La tendance générale à la croissance des marchés boursiers régionaux au cours de la décennie 1990 est particulièrement exemplaire en Égypte : 573 entreprises y étaient cotées en 1990 contre 1033 en 2000 tandis que, dans le même temps, la capitalisation boursière s'élevait de 1,8 M$ à 32,8 M$. Cependant, cette hausse de la capitalisation boursière reflète celle que l'on observe, au cours des années 1990, à l'échelle du monde : l'Égypte ne fait que suivre, ici, des tendances globales.

28 Il faut noter également que peu de titres sont véritablement actifs sur le marché égyptien. En septembre 2000 par exemple, les 30 compagnies ayant la plus grosse capitalisation boursière concentraient plus de 55% du marché et 93% du turnover (pour plus de 1000 entreprises enregistrées). Ce même mois, la société *Mobinil* (téléphonie mobile) avait été, à elle seule, l'objet de 36,5% des transactions. Autrement dit, le marché, extrêmement spéculatif, ne permet pas d'asseoir des investissements productifs à long terme. Il rend compte néanmoins du dynamisme de certains secteurs d'activité qui, fondés principalement sur des capitaux nationaux, participent du redéploiement d'une nouvelle économie centrée sur et dominée par la métropole. En effet, les capitaux privés sont principalement mobilisés au profit des activités qui accompagnent la recomposition de l'appareil productif (tableau 3) : dynamisme du secteur manufacturier (biens de consommation, agroalimentaire) et de la construction, développement des activités tertiaires (services financiers, tourisme, loisirs).

**Tableau 3 : Activité des compagnies enregistrées à la Bourse du Caire (février 2000)**

| Secteur | Officiel | Non officiel* | Total |
|---|---|---|---|
| Services financiers | 4 | 133 | 137 |
| Construction et Travaux Publics | 11 | 112 | 123 |
| Logement | 12 | 86 | 98 |
| Commerce | 5 | 85 | 90 |
| Ingénierie | 11 | 69 | 80 |
| Alimentation et Boissons | 13 | 64 | 77 |
| Voyage et Tourisme | 5 | 67 | 72 |
| Textile et confection | 14 | 40 | 54 |
| Services d'encadrement | 6 | 47 | 53 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Matériaux de construction | 4 | 48 | 52 |
| Produits pharmaceutiques | 10 | 35 | 45 |
| Transport s et Télécom. | 11 | 21 | 32 |
| Papier et Emballages | 3 | 26 | 29 |
| Agriculture | 5 | 21 | 26 |
| Produits chimiques | 7 | 17 | 24 |
| Gaz et mines | 1 | 12 | 13 |
| Ciment | 6 | 6 | 12 |
| Ordinateurs et Technologies de l'information | - | 12 | 12 |
| Moulins | 7 | 5 | 12 |
| Distributeurs | 5 | 4 | 9 |
| Total | 140 | 910 | 1050 |

Source : Bourse du Caire, février 2000. * C'est-à-dire en dessous des critères financiers et statutaires requis pour l'enregistrement officiel.

29 Il faut néanmoins souligner la très grande volatilité des marchés régionaux, fragiles et soumis, depuis 1999 (ce qui n'apparaît pas sur le tableau 2) à de fortes secousses : crash à Istanbul, sévère crise de liquidité en Égypte, récession régionale généralisée. Ainsi, en Egypte, l'indice Hermès de la Bourse du Caire, après un pic fin 1999, a perdu 58% de sa valeur en moins de six mois, pour stagner ensuite.

30 Une partie des investisseurs étrangers s'est retirée de la place cairote, passant de 20% des acheteurs en 2000 à 12% durant les 6 premiers mois de l'année 2001. Les indicateurs boursiers des " marchés émergents ", aussi fleurissants qu'ils semblent être, restent donc, dans les économies en transition, des indicateurs de développement à considérer avec prudence.

## - Des investissements internationaux modestes

31 En 1998, l'Egypte capitalisait 0,41% des stocks mondiaux d'investissements directs pour 1% de la population mondiale (tableau 4). C'est approximativement le même niveau relatif qu'en 1980, tandis que la valeur en millions de dollars de cette capitalisation a été multipliée dans le même temps par plus de 7 (par 8 pour les stocks mondiaux).

**Tableau 4 : Stocks d'investissements directs en millions de dollars**

| | 1980 | | 1990 | | 1998 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | en millions de $ | en % | en millions de $ | en % | en millions de $ | en % |
| Egypte | 2 257 | 0,45 | 11 039 | 0,62 | 16 700 | 0,41 |
| Pays industriels | 373 658 | 73,76 | 1 394 853 | 78,87 | 2 785 449 | 68,14 |
| Pays en développement | 132 945 | 26,24 | 370 644 | 20,96 | 1 219 271 | 29,83 |
| Monde | 506 602 | 100 | 1 768 456 | 100 | 4 088 068 | 100 |

Source : Rapport CNUCED 2000

**Tableau 5 : Flux d'investissements étrangers directs entre 1987 et 1998**

| En millions de $ | 1987-92* | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Egypte | 806 | 493 | 1 256 | 598 | 636 | 891 | 1 076 |
| Egypte/Monde en % | - | 4,64 | 0,22 | 0,50 | 0,18 | 0,18 | 0,19 |
| Pays industriels | 136 628 | 13 385 | 146 379 | 208 372 | 21 112 | 273 276 | 460 431 |
| Pays en développement | 35 326 | 78813 | 101 196 | 106 224 | 135 343 | 172 533 | 165 936 |
| Monde | 17 353 | 219 421 | 253 506 | 328 862 | 358 869 | 464 341 | 643 879 |

*Moyenne annuelle. Source : Rapport CNUCED 2000

32 Les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers l'Egypte (Tableau 5) restent eux aussi modestes à l'échelle mondiale (0,19% des flux mondiaux en 1998), sans augmentation nette depuis les années 1980, et leurs fluctuations annuelles durant la décennie 1990 reflètent le manque de confiance que suscite, à intervalles réguliers, le contexte politique régional. Ces variations rendent également compte des tendances mondiales de l'investissement, qui fluctue dans la moyenne durée, et qui se porte toujours de façon préférentielle vers les pays industrialisés. Tel est le sens de la globalisation.

33 Ainsi, il faut minimiser l'argument d'un différentiel structurel de l'Egypte dans sa capacité à séduire les investisseurs tout en relevant la difficulté du pays à capter davantage le potentiel de capitaux en circulation à l'échelle du monde : après un certain engouement au début de la décennie, les flux d'IED vers l'Egypte stagnent à un niveau extrêmement modeste.

34 Les apports financiers du début des années 1990 n'ont donc pas permis d'asseoir durablement l'intérêt de l'investissement sur les berges du Nil, ni tout simplement de renforcer une infrastructure plus favorable à la rentabilité de l'investissement. Néanmoins c'est aujourd'hui plus d'un milliard de dollars qui s'investissent chaque année en Égypte, ce qui place le pays en tête des bénéficiaires de l'investissement mondial dans la région devant la Turquie, l'Algérie (pourtant productrice de pétrole), et l'Iran.

## - Participation modeste au commerce international

35 La part des produits manufacturés dans les exportations égyptiennes s'est nettement accrue durant la dernière décennie du siècle, passant de 41,5% des exportations en valeur en 1985 à 63,7% en 1994 hors produits pétroliers (ou 28,5% du total des exportations, dont 12,5% pour le textile). Elle demeure malgré tout extrêmement modeste à l'échelle mondiale : 0,06% du commerce international des biens manufacturés en 1995 !

36 L'Égypte demeure un pays rentier exportateur de matières premières brutes ou faiblement transformées, qu'il s'agisse de produits pétroliers, gaziers, de phosphate ou de coton, et importateur de produits manufacturés à forte valeur ajoutée comme de biens d'équipement. L'essor des exportations de produits manufacturés ne s'est fait qu'au prix d'un lourd investissement dans des technologies importées puisque l'Égypte ne dispose pas d'une capacité d'innovation et, tout simplement, des capacités d'investissement en mesure d'affirmer ses potentiels endogènes de production.

37 Par ailleurs, la faible croissance des exportations s'explique en partie par le fait que l'investissement local, appuyé par des capitaux étrangers, vise prioritairement le marché national. Et, pour l'essentiel, une industrie de substitution aux importations se développe en Egypte sans aucune originalité. Le développement de cette industrie ne constitue pas la base d'une transformation radicale de la structure rentière de l'économie nationale, ainsi que le laissent présager la découverte de nouveaux gisements gaziers, ou l'application prochaine des accords du GATT. Ceux-ci condamneront en effet irrémédiablement une partie du socle industriel, le textile, bien entendu, mais aussi des filières à peine émergentes comme l'assemblage automobile, au même titre que l'industrie pharmaceutique.

38 Cependant, le très faible poids de l'Égypte sur la scène commerciale internationale ne doit pas éclipser l'impact de cette insertion, aussi récente et modeste soit-elle, sur l'économie du pays et de sa métropole. Cet impact est double. D'une part l'aggravation de la dépendance commerciale, qu'illustre l'exemple des relations commerciales égypto-américaines : les Etats-Unis, premier partenaire commercial de l'Egypte **2**, sont devenus au cours des années 1990 son fournisseur quasi-exclusif en farine de blé (plus de 95% des importations), la production nationale n'assurant que 40% des besoins de la population (Gertel, 1998).

39 D'autre part, cette dépendance accrue participe au développement des ruptures sociales que l'on observe au sein de la " nouvelle métropolisation" cairote : l'Egypte est, au Proche-Orient, l'un des rares pays où l'on consomme majoritairement des biens produits localement. Or, c'est le nouveau secteur privé de l'industrie de consommation qui, fortement encouragé par un pouvoir confronté au déclin du secteur public, répond de plus en plus à la demande intérieure, selon des logiques commerciales et de prix nécessairement différents de ceux des entreprises

publiques et des productions subventionnées. Dès lors, l'accès à la consommation est socialement radicalisé par les modes de production des différentes gammes de produits et par le circuit de distribution dont ils bénéficient.

40 La métropole qui se dessine dans ce contexte reproduit spatialement le décalage croissant entre d'une part une population urbaine pauvre, dont l'alimentation de base est de moins en moins sécurisée du fait du retrait progressif du soutien de l'Etat aux produits alimentaires de base (le pain notamment) ainsi que de l'inflation qui a accompagné la diversification de l'offre et, d'autre part, les tenants de la nouvelle ville productive en voie de privatisation, faite d'espaces exclusifs, semi-publics comme les centres commerciaux ou complètement privés comme les zones résidentielles fermées ou *gated communities*.

41 Avec le passage d'une société de pénurie à une société de consommation, sans redistribution des revenus en mesure d'élargir les contours de la classe moyenne, la pauvreté a changé de figure. La ville tend ainsi à se décliner selon un double standard avec, d'une part, un mode majoritaire et populaire de consommer, de se loger et d'accéder aux soins qui confine à la survie et, d'autre part, la possibilité pour une fine pellicule de métropolitains de " consommer globalisé " à des coûts s'alignant de plus en plus sur ceux de toutes les autres villes internationales **3**.

## 4 - Vers une métropolisation d'ampleur régionale ?

42 Clairement, au regard de sa capacité de production, de sa capacité à drainer les capitaux et à financer sa modernisation, Le Caire n'est pas une ville de stature mondiale ; au mieux peut-on la concevoir comme une ville-relais de l'économie d'archipel (Veltz, 1996) structurée par le réseau des plus grandes métropoles. Mais elle peut aussi être comprise comme la capitale du Monde arabe. Elle s'impose en tout cas depuis plus de deux cents ans comme la plus grande ville de ses villes. Dès 1800, elle est déjà deux fois plus peuplée que la deuxième ville de l'époque, Tunis, et depuis sa primatie n'a cessé de s'affirmer, ainsi que son poids démographique par rapport à Alexandrie, en deuxième position. Cependant, le fait que Le Caire domine un ensemble de plus de 2.000 agglomérations regroupées au sein de la Ligue arabe ne signifie pas que la métropole égyptienne polarise un système de villes. Il faudrait pour l'affirmer être convaincu d'une part de l'importance des échanges à l'intérieur de ce qui devrait apparaître comme un réseau intégré et, d'autre part, de la capacité du tissu cairote à produire ou à émettre des flux de domination comme à organiser et à contrôler les échanges à l'échelle régionale.

### - L'existence du Monde arabe

43 Si l'on pense Le Caire à l'échelle régionale, il est facile d'énumérer les indices d'une centralité culturelle, que ce soit dans l'édition ou la production audiovisuelle (Moriconi & Rateb, 1996). Il est de même aisé d'entrevoir une capacité à polariser les intérêts politiques arabes autour de la Ligue arabe revenue au Caire en 1990, comme en témoigne par exemple la réunion d'urgence des chefs d'Etats arabes qui s'est tenue en octobre 2000 au sujet de la seconde *intifada* palestinienne. La centralité égyptienne sur la scène diplomatique se retrouve donc dans ses initiatives de pacification et de coordination de la position arabe, que ce soit autour de la question palestinienne ou de celle du Soudan.

44 Actuellement les débats locaux autour de la question de la paix au Proche-Orient amènent les analystes à s'interroger précisément sur les risques de perte de centralité du Caire dans le cas

d'une résolution du conflit palestinien. Le Caire capitalise en effet aussi l'instabilité régionale, en ce sens qu'une partie de son statut privilégié de pays le plus soutenu par l'aide américaine provient de son rôle clé dans la pacification de la région.

## - Une faible intégration commerciale

45 Il est tout aussi aisé de dire que l'Egypte et Le Caire ont davantage de relations, politiques comme commerciales, avec l'Europe et les États-Unis. En effet, les relations commerciales entre l'Egypte et le Monde arabe sont très modestes (voir tableau 6). Ainsi, entre 1992 et 1999, la valeur des exportations de l'Egypte vers ses partenaires arabes a chuté de 17,6 à 12,9%, dans un contexte général de stagnation des exportations **4**. De plus, l'Égypte n'est le premier partenaire d'aucun pays arabe. Pourtant, les stratégies défendues par les tenants de la nouvelle industrie d'assemblage en *joint-venture* qui s'implante autour du Caire afin de bénéficier des facilités fiscales et surtout du faible coût de la main-d'œuvre égyptienne, sont de produire, à terme, pour le marché arabe (et africain s'il devient solvable), tout en ayant la garantie d'un marché intérieur conséquent dans la mesure où l'Egypte est le plus peuplé des pays de la région.

46 En ce qui concerne l'Afrique, le chemin risque d'être encore long malgré la mise en place progressive d'un marché commun regroupant 21 pays, *the Common Market for Eastern and Southern Africa* (COMESA), soit un potentiel de 385 millions de personnes. En effet, à peine 1% des exportations égyptiennes se sont faites en direction de ces pays en 1998, et leurs marchés intérieurs sont peu comparables avec celui de l'Egypte : en 1998, l'ensemble des pays de la COMESA a acheté moins de voitures que l'Egypte à elle seule, soit 70.000 unités !

**Tableau 6 : Échanges commerciaux entre l'Egypte et les pays de la Ligue arabe en 1999**

| Exportations | | | Importations | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Part | En millions de $ | Pays | Part | En millions de $ |
| Arabie Saoudite | 21,63 | 97,99 | Arabie Saoudite | 69,44 | 699,98 |
| Iraq | 13,26 | 60,07 | Émirats arabes | 6,06 | 61,12 |
| Libye | 9,31 | 42,15 | Libye | 5,71 | 57,55 |
| Syrie | 9,22 | 41,76 | Soudan | 3,66 | 36,86 |
| Soudan | 7,46 | 33,79 | Syrie | 2,45 | 24,70 |
| Emirats Arabes | 7,35 | 33,28 | Jordanie | 2,34 | 23,55 |
| Liban | 5,12 | 23,17 | Bahreïn | 2,08 | 20,98 |
| Jordanie | 4,75 | 21,52 | Liban | 1,78 | 17,97 |
| Tunisie | 4,49 | 20,32 | Koweït | 1,63 | 16,45 |
| Yémen Nord | 3,88 | 17,57 | Tunisie | 1,60 | 16,14 |
| Koweït | 3,04 | 13,78 | Algérie | 1,45 | 14,61 |
| Maroc | 2,93 | 13,27 | Qatar | 0,85 | 8,59 |
| Algérie | 2,59 | 11,73 | Maroc | 0,66 | 6,70 |
| Palestine | 1,66 | 7,50 | Palestine | 0,10 | 0,97 |
| Qatar | 1,09 | 4,95 | Somalie | 0,08 | 0,79 |
| Oman | 0,91 | 4,14 | Oman | 0,04 | 0,43 |
| Djibouti | 0,73 | 3,29 | Iraq | 0,03 | 0,33 |
| Bahreïn | 0,52 | 2,37 | Yémen Nord | 0,02 | 0,17 |
| Somalie | 0,05 | 0,25 | Mauritanie | 0,02 | 0,15 |
| Mauritanie | 0,02 | 0,10 | Djibouti | 0,00 | 0,00 |
| Total | 100,00 | 453,00 | Total | 100,00 | 1,008,04 |

Source : Ministère égyptien du Commerce Extérieur

47 Le tableau 6 rend bien compte de la faiblesse des échanges de l'Egypte avec ses partenaires arabes. Son principal partenaire est l'Arabie Saoudite, vers laquelle elle exporte principalement des matériaux de construction, des médicaments et des produits agricoles, et dont elle importe principalement des produits pétroliers ou dérivés. Rien de comparable, donc, avec l'intensité des flux commerciaux qui la lient aux grands pays industriels, en tête desquels

les États-Unis (12,5% des exportations et 14,3% des importations en 1999) et l'Europe, si les échanges des divers pays, au premier rang desquels la France, sont totalisés.

## - Il n'y a pas de participation arabe à la construction d'une centralité égyptienne

48 La croissance des investissements étrangers directs au cours des années 1990 s'explique évidemment par les aménagements législatifs en cours depuis dix ans et par les garanties de sécurité de l'investissement qu'ils offrent. Attirés par le potentiel de développement du plus gros marché de consommateurs de la région, la grande majorité des investissements directs étrangers se fait sous le mode du partenariat (*joint-venture*) souvent majoritaire.

49 Ces investissements proviennent essentiellement des grands pays émetteurs de flux financiers mondiaux, c'est-à-dire des pays du monde industrialisé occidental en tête desquels les États-Unis (tableau 7).

50 Les pays arabes sont peu présents sur le sol égyptien, même s'il est à rappeler que leur capacité financière n'a évidemment pas l'ampleur et la puissance de celle des pays européens ou des États-Unis ; mais par ailleurs, lorsqu'ils en ont la capacité financière, les investisseurs arabes préfèrent souvent, comme c'est le cas dans les pays du Golfe, placer leurs avoirs dans les grandes places financières mondiales, hors Monde arabe.

**Tableau 7 : Origine des flux d'investissements directs étrangers en Égypte**

| Investisseurs | 1997/1998 | | 1998/1999 | |
|---|---|---|---|---|
| | en M de $ | en % | en M de $ | en % |
| Pays arabes | 38,8 | 3,4 | 40,20 | 5,6 |
| Union européenne | 83,10 | 7,2 | 54,20 | 7,6 |
| États-Unis | 873,6 | 76,0 | 569,1 | 79,5 |
| Autres Pays | 154,10 | 13,4 | 52,10 | 7,3 |

Source: Rapport Annuel Banque Centrale d'Egypte, 1999/2000

51 Les entreprises à capitaux arabes installées en Égypte sont essentiellement celles des pays de la Péninsule. Elles servent souvent de relais aux grands groupes internationaux dont elles sont franchisées. *Americana*, par exemple, appartient au groupe koweïti *Khorafi* qui possède ou participe au capital de plus de 70 entreprises en Égypte, principalement dans le secteur de l'agroalimentaire. *Americana* détient la franchise (pour les pays arabes) de nombreuses enseignes de *fast-foods* américains (*Subway*, *Pizza Hut*, *Kentucky Fried Chicken*, *Baskin' Robins* etc…), enseignes qui se sont multipliées au Caire et en Égypte au cours des années 1990 (Pagès, Vignal, 1998).

52 L'Égypte représente donc, pour les compagnies du Golfe, un vaste marché en expansion pour les biens de consommation courante, c'est-à-dire un lieu potentiel de diversification de leurs économies hors pétrole et de ré-investissement régional de leurs rentes.

53 Mais ce sont encore principalement les entreprises hors région qui s'implantent en Égypte (tableau 8). Ces entreprises appartiennent souvent aux grands groupes mondiaux (*Pepsi-Cola*, *Xerox*, *Nestlé*…).

**Tableau 8 : Établissements étrangers, tous types confondus (diffusion de marques, franchises & établissements)**

| Principaux pays | Nombre de compagnies | % | Proche-Orient | Nombre de compagnies | % |
|---|---|---|---|---|---|
| États-Unis | 1 548 | 18.2 | Arabie Saoudite | 154 | 1.8 |
| Allemagne | 1 020 | 12.0 | Koweït | 80 | 0.9 |
| Italie | 832 | 9.8 | Liban | 44 | 0.5 |
| Royaume-Uni | 818 | 9.6 | EAU | 32 | 0.4 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| France | 646 | 7.6 | Jordanie | 30 | 0.4 |
| Japon | 414 | 4.9 | Bahreïn | 18 | 0.2 |
| Total | 5 278 | 61.9 | Israël | 16 | 0.2 |
| | | | Syrie | 6 | 0.1 |
| Autres | 3 244 | 38.1 | Total | 380 | 4.5 |

Source : Kompass 2000

54 Inversement, quelques grands groupes égyptiens partent à la recherche de nouveaux marchés dans la région arabe et en Afrique Noire. C'est le cas d'*Arab Contractors*, entreprise du groupe Osman Ahmad Osman, entreprise de travaux publics qui travaille également dans les pays de la Péninsule ou de *Mobinil*, branche de téléphonie mobile du puissant groupe *Orascom* (famille Sawirès), qui a, par exemple, remporté en 2001 l'un des deux appels d'offre pour le développement de la téléphonie mobile en Syrie. La branche travaux publics de ce groupe réalise également 40% de son activité dans les pays du Golfe, en y construisant notamment les bases militaires américaines. Cependant, ces quelques exemples restent rares et l'investissement productif égyptien se concentre encore massivement sur le territoire national.

55 Il faudrait, pour compléter ce chapitre, indiquer le rôle de l'aide directe des grandes familles du Golfe et des banques de développement dans la restructuration de l'espace égyptien. Tel *shaykh* favorisera un lotissement dans les villes nouvelles, tel autre le re-développement d'un quartier informel, alors que la Banque arabe de développement prêtera des fonds pour le développement d'infrastructures.

56 En arrière plan en effet, ce soutien vise une plus grande intégration régionale et, comme dans le cas de l'aide occidentale au développement, il prépare une pénétration plus forte des capitaux arabes **5**.

57 L'investissement dans les villes nouvelles doit être compris comme une alternative potentielle, et partielle, à la migration des travailleurs dans le Golfe. Il s'agit, en quelque sorte, de créer, au Caire, un environnement productif délocalisé intégrant logements subventionnés et usines à capitaux arabes. Toutefois, la dérive spéculative de ces programmes de logement, pour la plupart inhabités, de même que celle de l'investissement industriel modeste des groupes issus des monarchies pétrolières, n'a pas clairement renforcé la polarité régionale cairote selon une logique de partage des rôles entre le Golfe et l'Egypte.

58 En revanche, les remises en Egypte des 1,9 million de travailleurs égyptiens dans les pays du Golfe continuent de jouer un rôle essentiel pour la fluidité socio-économique de la métropole cairote, presque toujours à parité avec les revenus du tourisme (3 milliards US$ contre 4). Certes, ces revenus ne s'investissent pas tous au Caire mais, pour une grande partie, ils viennent y nourrir l'essor de la filière populaire de logements. Et depuis une dizaine d'années, avec la baisse de l'inflation, leur investissement a pu s'orienter davantage vers des activités entrepreunariales productives ou de services.

59 L'immobilier n'est plus l'unique lieu de fixation et de fructification du capital des migrants. Les micro-ateliers, le commerce, ont diversifié le tissu des quartiers para-légaux. De même, l'investissement dans l'achat de microbus a permis une relance de l'étalement urbain, voire une baisse de la croissance strictement métropolitaine au profit d'une résidence en province et de l'explosion des mobilités pendulaires. En ce sens, l'investissement en province favorise aussi le développement métropolitain.

60 Ainsi, l'argent du Golfe favorise une pacification de l'espace métropolitain et la reproduction d'une main-d'œuvre bon marché encourageant l'expansion de l'économie industrielle et des services urbains. La filière de logements populaires permet de pallier, voire favorise le désengagement de l'Etat du secteur du logement, ce qui libère des capitaux et rend possible

l'essor d'un immobilier de standing. Les filières de production et de commerce informelles et para-légales assurent quant à elles le maintien de faibles salaires, fournissent des produits de consommation courante à moindre coût, voire permettent le fonctionnement de circuits de sous-traitance.

## - Le Caire, métropole parmi les métropoles

61 Sur le plan financier, l'étude de Findlay (1993) révèle la relative faiblesse du système bancaire égyptien. Il n'arrive en effet qu'en troisième position derrière Koweït et Beyrouth pour le nombre de sièges de banques et en deuxième position pour le total des actifs, ce qui situe la capitale de l'Égypte au niveau de Djedda, Alger, Dubaï ou Bagdad avant la guerre du Golfe.

62 En outre, durant les années 1990, alors que l'État égyptien réduisait sa dette extérieure conformément aux accords signés avec le FMI, il n'a cessé d'alourdir sa dette intérieure afin de continuer à financer son déficit budgétaire et de promouvoir une politique de grands travaux, paralysant progressivement le système bancaire et réduisant sa capacité à financer le secteur privé **6**.

63 Les chiffres du trafic aéroportuaire passagers (tableau 9) rendent eux aussi compte des diverses polarités régionales : l'aéroport international du Caire est seulement en 6$^{e}$ position pour le trafic passagers, d'autant qu'il conviendrait de retirer à ces données plus de 2 millions de touristes (en 1997-1998) pour évaluer un flux d'affaire et d'échange. Par ailleurs, le volume du fret aérien, excellent indicateur des flux commerciaux à haute valeur ajoutée, demeure relativement modeste comparé à celui de l'Arabie Saoudite ou des Émirats.

**Tableau 9 : Trafic aéroportuaire passagers et fret 1998 au Moyen-Orient et croissance 1997-98**

| Pays | Aéroports | Passagers | Croissance | Fret | Croissance |
|---|---|---|---|---|---|
| Arabie Saoudite | Jeddah | 11 661 384 | -0,3 | 199 368 | -0,1 |
| Émirats arabes Unis | Dubaï | 9 732 202 | +6,8 | 442 492 | +4,1 |
| Arabie Saoudite | Riyadh | 8 308 598 | 0,7 | 161 902 | +6,2 |
| Israël | Tel Aviv | 7 939 921 | +2,9 | 286 734 | +3,5 |
| Iran | Téhéran | 7 887 413 | +43,0 | 52 156 | +21,0 |
| Égypte | Le Caire | 7 230 103 | -11,3 | 191 000 | +13,7 |
| Koweït | Safat | 3 704 385 | -14,0 | 134 193 | -8,8 |
| Bahrain | Bahrain | 3 434 812 | -0,3 | 125 514 | +7,7 |
| Émirats arabes Unis | Abu Dhabi | 3 131 283 | +8,3 | 71 956 | -11,2 |
| Arabie Saoudite | Dhahran | 3 097 686 | -3,4 | 60 076 | -12,2 |
| Qatar | Doha | 2 944 895 | +5,7 | 86 854 | +60,9 |
| Oman | Mascate | 2 756 045 | +7,8 | 53 948 | +16,5 |
| Jordanie | Amman | 2 138 290 | +8,6 | 92 094 | +0,8 |
| Liban | Beyrouth | 2 060 020 | +2,6 | 57 146 | -1,3 |
| Syrie | Damas | 1 666 581 | +5,1 | 24 689 | +11,3 |
| Émirats arabes Unis | Charjah | 971 075 | -3,9 | 534 899 | +4,1 |

Source : Aéroports Magazine, 1999.

64 Tous les indicateurs affirment donc la pluralité des polarités du Monde arabe et montrent que l'Egypte et sa capitale s'imposent rarement à l'échelle d'une région plutôt structurée autour de pôles urbains différenciés entretenant des rapports de concurrence pour la captation des bénéfices de la mondialisation, des FDI, des prises de participation et des joint-ventures.

65 Cependant, la capitale égyptienne est l'une des rares capitales régionales à bénéficier d'une insertion internationale solide, aussi modeste soit-elle. Ainsi, en capitalisant ce relatif vide régional et en utilisant les nouvelles données du jeu planétaire, Le Caire parvient à s'imposer comme la plus grande métropole du Proche-Orient. Les métropoles du Golfe elles-mêmes ne peuvent rivaliser avec cette centralité cairote qui est aussi le reflet d'une diversité

métropolitaine interne rare.

66 En effet, les métropoles de la Péninsule, à l'économie très ouverte, fondent principalement leur puissance financière sur des capitaux locaux. Elles servent davantage de relais, par le système des franchises et licences, aux grands groupes internationaux et sont une base de production, via le système des zones franches, destinée principalement aux réexportations internationales. Ce sont des économies de comptoir. Or, en Égypte, la mondialisation se décline sous la forme d'une transformation en profondeur de l'économie nationale du fait de l'ouverture à la sphère économique globale.

67 Cette transformation est celle des sources de capitaux, donc des formes de production, des réseaux de distribution et des offres de consommation. Le développement de cette économie nouvelle, portée dans les années 1990 par un secteur privé en pleine mutation, a bouleversé les modes de production existant en imposant la logique du marché et de la concurrence. A l'échelle nationale, cela se traduit par une polarisation accrue des fonctions et des ressources par la métropole, tandis qu'à celle du Caire, qui poursuit sa dynamique d'expansion, on observe la juxtaposition de tissus (industriels, résidentiels, fonctionnels) issus de logiques parfois contradictoires, pour le moins en concurrence.

## - La substance métropolitaine : le creuset cairote comme lieu de création et de médiation du Monde arabe

68 Si Le Caire ne s'impose pas comme capitale économique et politique d'un ensemble à l'unité de toute façon très relative, elle apparaît en revanche très clairement comme la plus métropolitaine des économies régionales. Elle marque la région par sa diversité, et donc par sa présence dans tous les domaines, même si les activités qui s'y concentrent ne s'imposent jamais au premier plan, et seules. C'est peut être cela précisément qui fait la centralité incontournable du Caire : sa taille permet sa diversité et, en définitive, sa puissance. Quelle compagnie arabe peut en effet négliger le marché égyptien, ne pas avoir de partenaires égyptiens ou seulement se priver d'une représentation au Caire ?

69 Surtout, Le Caire est actuellement, du fait d'une plus grande circulation de capitaux mais surtout d'un capital intellectuel lié à sa taille, le théâtre d'un renouveau culturel, notamment dans les domaines de l'audiovisuel et de la musique de variété. Comme si la gloire passée, du temps où le Monde arabe s'inventait au rythme des chansons et des films égyptiens, n'avait pas été totalement laminée malgré une longue période de déclin.

70 Elle se recompose et tend à réaffirmer son identité, malgré l'influence contraignante des capitaux du Golfe en matière de morale et un climat de censure de plus en plus prégnant.

71 La substance métropolitaine autorise la transmission et le renouveau d'une identité et d'une centralité capables de proposer un métissage de valeurs apparemment contradictoires. La taille, la diversité et le cadre matériel complexe ont fourni les interstices où la culture a pu rester vivante malgré un climat officiel peut favorable à la création, qui voit dans celle-ci un espace potentiel de contestation et de contournement des canaux d'expression toujours extrêmement verrouillés de la scène politique. A présent, alors que l'Égypte investit dans des satellites et de nouveaux studios, la création retrouve droit de cité. Elle est même devenue un bien marchand attractif. Le milieu créatif cairote peut donc se déployer de nouveau comme instrument de conquête d'un marché arabe qui compte plus de 200 millions de locuteurs.

72 Les pays du Golfe jouent un rôle de médiateur dans la construction de cette centralité culturelle

régionale cairote. Ils apportent des capitaux et transmettent des modes de vivre transnationaux, comme les chaînes de restauration rapide mais aussi des modes d'habiter, comme les villages résidentiels privés et les villas de luxe dans le désert. Les migrants égyptiens dans les monarchies pétrolières jouent aussi ce rôle de passeur et d'hybridation des modes de consommer. Les référents sont le plus souvent américains, mais le passage par le Golfe leur imprime des codes moraux spécifiques. Ceci vaut en particulier en matière de création audiovisuelle : les *soap operas*, dont l'Égypte est et redevient un producteur central dans le Monde arabe, hybrident des constantes des séries nord-américaines ou latino-américaines et des attendus moraux imposés par les bailleurs saoudiens ou émirati-s ; les téléspectateurs de l'ensemble du Monde arabe les identifient pourtant comme des produits culturels typiquement égyptiens.

73 La substance métropolitaine régionale du Caire est en grande partie issue, on l'a dit, de son l'inertie et de sa capacité de renouvellement liées à sa taille, mais aussi de son rôle, dans l'histoire récente, de passerelle entre l'Europe et un ensemble décousu et pour le moins divers de pays unis par une langue et un référent religieux communs. C'est au Caire que s'invente et se labellise une image consommable de l'Orient depuis l'orientalisme classique du XVIIIème siècle. Image qui vaut et sert tant à commercer et entreprendre avec des partenaires issus des puissances occidentales qu'à composer et recomposer l'unité arabe, et tout simplement à échanger et communiquer à l'échelle régionale.

74 En ce sens, la capitale égyptienne impose sa centralité, non pas en force comme un émetteur impérialiste mais en capitalisant les différences, comme un lieu de médiation où s'invente une arabité hybride en accord avec le temps mondial. En cela, elle s'affiche comme la capitale du Monde arabe, c'est-à-dire comme la passerelle incontournable où se lisent les contradictions et les différences. De nombreuses activités de production et de service qui se développent au Caire se nourrissent des mises à distance, du bornage culturel, de l'éloignement des foyers de production et de la standardisation des produits autour de normes anglo-saxonnes.

75 Par exemple, l'expansion du génie informatique est bien davantage la résultante de la nécessité d'arabiser les programmes des grandes compagnies nord-américaines pour un vaste marché régional que d'une créativité pure du secteur.

76 Les indices qui s'affichent ici sont ceux d'une métropolisation renouvelée qui a su capitaliser et exploiter sa position et son héritage. Clairement, la tendance s'oriente à la concentration métropolitaine des moyens de production et des capacités de production de biens de plus en plus complexes et qui implique une filière internationalisée. Cette circulation et cette intensification des flux obligent au renforcement de la polarité métropolitaine. Bien entendu, cela engage une transformation profonde des rapports au Monde et au bassin régional comme l'évoquent les observations précédentes, mais aussi de l'articulation de la capitale aux provinces, c'est-à-dire à l'Égypte.

## II - Fin de l'onde séculaire de métropolisation ou changement d'échelle ?

77 La question de la métropolisation de l'économie, de l'activité, des finances, du pouvoir de commandement et des compétences comme de la main-d'œuvre n'est pas une question nouvelle pour l'Egypte. Elle émerge clairement avec le siècle et l'affirmation d'une économie marchande internationalisée stimulée et orientée par la mise sous tutelle anglaise.

78 Durant tout le XIXème siècle, si le Caire dirige, il ne polarise pas clairement l'espace égyptien.

Depuis le règne de Muhammad Ali, la carte de l'Egypte s'élargit, les surfaces cultivées s'étendent, l'ouverture du canal de Suez et la création de nouvelles villes élargissent les perspectives de développement. Des manufactures, notamment textiles et sucrières, s'implantent dans les villes de provinces en suivant l'industrialisation de la filière agricole et l'essor des grands domaines.

79 Durant plus d'un siècle, le poids du Caire demeure très modeste. En 1848, il était de 5,9% et de 5,5% de la population totale en 1907. Il double ensuite en 40 ans puis double encore durant les 40 ans suivant, pour culminer à 19,3% en 1986 et retomber à 17% en 1996 (dernière borne censitaire dont nous disposons). Mais dès 1917, Le Caire, qui regroupe seulement 6,3% des égyptiens, polarise déjà 25% des emplois de la chimie, 30% du cuir et 24% de la métallurgie, et 34% des actifs du secteur financier, 31% des activités juridiques et de l'hôtellerie (Alleaume & Denis, 1998). En 1996, l'agglomération détenait 40% de l'emploi industriel, 46% de celui du secteur financier comme de l'hôtellerie. A la fin du XXème siècle, la nouvelle métropolisation est donc à comprendre comme la recomposition d'une polarisation auparavant déjà clairement établie. Toutefois, il convient de l'envisager dans un contexte démographique renouvelé par le tassement très net de la croissance de la métropole.

80 Ce qui justifie peut être le plus le qualificatif de nouvelle métropolisation est ce décalage croissant que l'on observe entre d'une part le desserrement du croît démographique du Caire et, d'autre part, la concentration métropolitaine continue, voire accrue, des richesses produites et capitalisées, comme en témoignent la localisation de l'investissement, tant productif qu'immobilier, et l'implantation d'activités innovantes et à forte plus-value.

81 La notion d'économie invertie, erreur conceptuelle qui consiste à imaginer pour les villes du Sud une accumulation démographique métropolitaine disproportionnée au regard de l'essor économique, est moins que jamais pertinente dans le cas du Caire, qui n'est pas une exception en la matière **7**. La théorie de l'inversion est fondée sur la réification de la notion d'informalité ; elle refuse de prendre en compte l'articulation organique entre l'activité productive formelle et les filières d'insertion populaires qui garantissent le faible coût de la main-d'œuvre, seule richesse en dehors des rentes et en l'absence d'innovation.

82 Cette articulation, productrice d'un certain type de richesse, est ce qui permet à nombre de métropoles de s'insérer comme relais spécialisés au sein de l'archipel mégapolitain mondial qui articule, selon un schéma profondément inégalitaire, les différentiels de productivité. L'informalité est donc un attribut fonctionnel de la métropolisation de rang un, c'est-à-dire de la mégapolisation ou de l'affirmation d'une très grande ville écrasant la hiérarchie du peuplement, concentrant et capitalisant la diversité. Dans un contexte de dérégulation, c'est un capital de flexibilité dont l'essor n'est pas confiné aux pays en développement. La dynamique d'une métropole comme New York doit beaucoup à l'exploitation d'un sous-prolétariat importé. Comme au Caire, l'ensemble fait système contribuant même à une certaine convergence des paysages entre les deux métropoles (cf. Abu Lughod).

## 1 - Une croissance démographique ralentie de la métropole

83 La dernière période censitaire a été marquée par la confirmation d'une tendance, amorcée durant les années 1970, à la réduction de l'attractivité différentielle de la capitale. Désormais, l'agglomération du Caire croît moins vite que la moyenne de l'Égypte : 1,9% par an contre 2,1% pour l'Égypte. Ainsi, à limite constante, l'agglomération du Caire n'a cru que de 18,3% de 1986 à 1996 contre 32,7% durant la décennie antérieure.

84 Clairement, la capitale n'attire plus de migrants des provinces. 35% des habitants du Caire n'y étaient pas nés en 1960, ils étaient à peine plus de 12% en 1996. De même, les gouvernorats périphériques de Giza et Qaliyubiya voient certes leur nombre de non-natifs croître sensiblement mais, pour plus de la moitié, il s'agit de migrants en provenance du Caire (cf. tableau 10). Le Caire demeure cependant, avec son parc central et péri-central de logements anciens et dégradés, le lieu privilégié d'accueil de la moitié des migrants des provinces, qui se redistribuent ensuite à l'échelle de l'agglomération en participant à la tendance centrifuge globale. Au nord du Caire, la Qalyubiya commence à jouer un rôle essentiel dans l'insertion des migrants provinciaux à l'économie mégapolitaine. Comme dans le cas de Giza, il faut comprendre ce phénomène comme un témoignage de l'étalement mégapolitain. Dans les zones les plus anciennes (noyaux d'habitats dégradés ou villageois), les migrants se substituent à une population locale qui a accédé à la propriété et à de meilleures conditions de logement, plus loin, en périphérie.

**Tableau 10 : Distribution des non-natifs dans la population du Grand-Caire en 1996**

| | Internes | Externes | Habitants | non-nés | non-nés exts | Distribution externes | %internes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Le Caire | 118 714 | 691 048 | 6 675 774 | 12,1 | 10,4 | 50,2 | 14,7 |
| Giza urbain | 399 385 | 222 120 | 2 544 994 | 24,4 | 8,7 | 16,1 | 64,3 |
| Giza rural | 192 261 | 67 770 | 2 189 172 | 11,9 | 3,1 | 4,9 | 73,9 |
| Qalyubiya urbain | 155 479 | 208 698 | 1 402 002 | 26,0 | 14,9 | 15,1 | 42,7 |
| Qaluybiya rural | 142 118 | 188 215 | 2 095 021 | 15,8 | 9,0 | 13,7 | 43,0 |
| Agglomération | 673 578 | 121 866 | 10 622 770 | 16,9 | 10,6 | 81,4 | 37,5 |
| GCR étendue | 1 007 957 | 1 377 851 | 14 906 963 | 16,0 | 9,2 | 100,0 | 42,2 |

Internes renvoient ici aux non-natifs d'une des unités du Grand-Caire ayant bougé à l'intérieur du Grand-Caire, alors qu'externes désignent les non-natifs provenant des autres provinces (Source : recensement général de la population, 1996).

87 Le déversement et le report de la croissance, c'est-à-dire les migrations de décohabitation des plus jeunes et le vieillissement *in situ* des habitants du centre, se traduisent par une dépopulation dans une aire intra-urbaine de plus en plus étendue et encore renforcée par l'effondrement des migrations depuis les provinces.

88 Durant la dernière période intercensitaire 1986-1996, les districts en déclin totalisaient une perte de 500.000 habitants. 24 districts sur les 38 formant Le Caire étaient concernés et, fait nouveau, 3 se situaient sur de la rive ouest, dans le gouvernorat de Giza, ouverte à l'urbanisation au début du siècle.

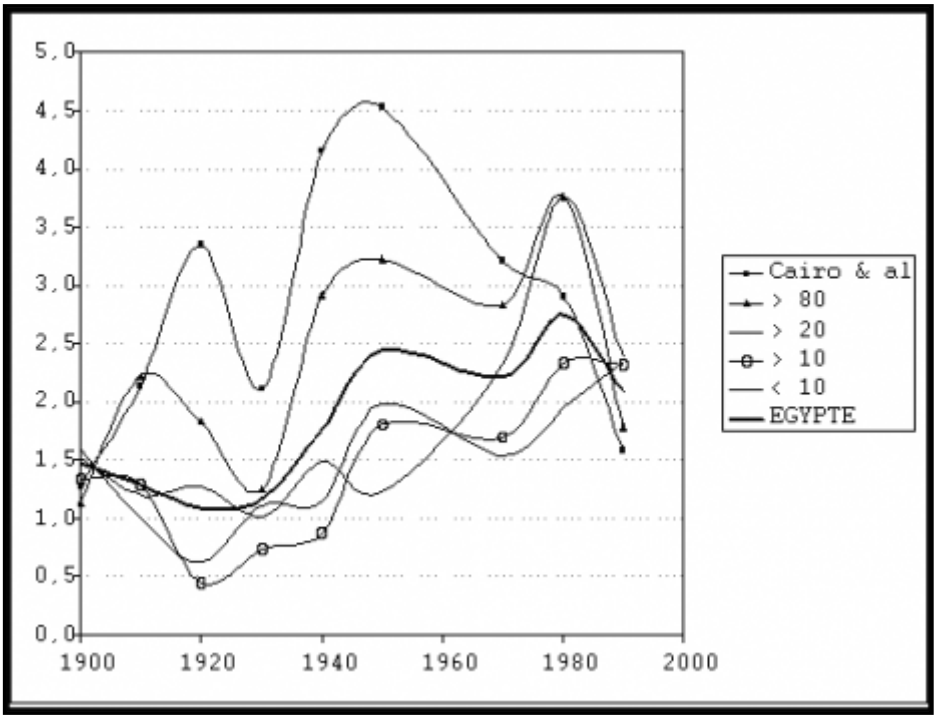
89 Cet ensemble qui comprend à la fois le centre ancien, le centre des affaires et des faubourgs dégradés, a perdu plus de 14% de ses habitants en 10 ans. Dans le même temps, le reste de l'agglomération, en cumulant l'apport par déversement et un fort croît naturel lié à l'installation d'une population jeune issue de la décohabitation après mariage, a cru de plus de 40%. Surtout, avec 30% en dix ans, la croissance s'affirme plus nettement qu'auparavant dans les bourgs et villages non-agglomérés des provinces de Giza et Qaliyubiya.

90 Finalement, l'Égypte entière est travaillée par le redéploiement des logiques migratoires qui vont dans le sens d'un desserrement et d'une moindre attraction du système des plus grandes villes. Ainsi en 1996, à peine plus de 8% des personnes ayant changé au moins une fois de résidence dans leur vie avaient quitté la campagne pour une ville.

91 A l'inverse, ce sont même les migrations de déconcentration de la ville vers la campagne qui sont devenues encore nettement majoritaires, regroupant 41% des migrations de résidence comptabilisées et s'imposant devant les migrations inter-urbaines qui avaient jusqu'alors

prévalu depuis une vingtaine d'années. Les mouvements se sont donc inversés et, ce faisant, leur portée s'est aussi réduite. A présent, moins de 10% des migrations sont inter-provinciales alors que, 20 ans plus tôt, un quart des migrants avaient changé de province. Répondant toujours à la même tendance, les mobilités résidentielles inter-villages représentent aujourd'hui 20% du total des migrations.

**Graphique 1 : L'onde longue de métropolisation (1897-1996)**




Les agglomérations morphologiques sont considérées rétrospectivement dans leurs limites de 1996, les unités géographiques sont donc constantes sur la période 1897-1996. La légende est en milliers d'habitants (Source: SIG EGIPTE CEDEJ-CAPMAS)

92 Il ne faudrait donc pas interpréter cette tendance comme le témoignage d'une rurbanisation touchant uniformément le territoire. Elle est au contraire intimement liée à la dynamique des pôles urbains majeurs et en particulier de la métropole cairote. Et le poids croissant des glissements vers des zones qualifiées de rurales s'explique déjà très largement par l'étroitesse de la définition de l'urbain en Égypte. En effet, l'urbain officiel, administratif, regroupe uniquement 180 villes, alors que l'écoumène compte 800 agglomérations de plus de 10.000 habitants.

93 Autrement dit, la prévalence des changements de résidence enregistrés en faveur des zones rurales recouvre pour une très large part le débordement des villes dans les villages environnants et, par extension, explique que le taux officiel d'urbanisation a baissé de 44 à 43% entre 1986 et 1996. Un taux de l'ordre de 70% serait donc plus réaliste. Il rendrait compte à la fois de l'étalement urbain et de la croissance in situ, sans migration, dans les bourgs ruraux (Bayat & Denis, 2000).

94 La stabilisation démographique du territoire égyptien ou l'uniformisation des croissances est le produit d'une transformation des dynamiques migratoires. L'Égypte glisse d'une croissance forte, polarisée par des migrations de résidence de longue portée et à destination des plus grandes métropoles, à des migrations d'ajustement et de desserrement et, enfin, encore plus récemment, à l'explosion des migrations pendulaires qui autorisent l'accomplissement des stratégies matrimoniales, l'accès au logement et, éventuellement, une mobilité sociale sans changement de résidence. Bien entendu, ces phases se recouvrent et s'imbriquent mais la chronologie est bien celle-là.

95 D'une part, elle est complètement induite par la révolution libérale des transports routiers, des services de microbus en particulier, qui ont introduit une très grande souplesse dans l'accessibilité d'un territoire finalement très exigu. La croissance démographique a pu s'écarter, s'émanciper ou s'interconnecter aux grands axes routiers et aux chemins de fer.

96 D'autre part, le passage d'une économie de pénurie à une économie de consommation a dépolarisé l'accès aux biens et aux services réduisant l'intérêt d'une migration de résidence. Cette diffusion spatiale ne dit toute fois rien de la répartition sociale. Néanmoins, les stratégies de vie changent dans la mesure où les coûts de la vie urbaine n'ont cessé d'augmenter alors que l'insertion locale peut en revanche être plus aisément valorisée, les migrations pendulaires permettant d'accéder aisément et à faible coût aux pôles urbains majeurs. Il est notamment plus aisé et moins coûteux de se marier et de se loger au village.

97 C'est donc un vaste champ d'intégration circulatoire qui structure le territoire, où se combinent la capacité à se porter temporairement là où se concentrent les opportunités d'emplois et de commercer et l'intégration locale, le réseau et le capital familial, voire la valorisation des produits locaux. Les milieux locaux tendent ainsi à se diversifier et à se complexifier favorisant des trajectoires sociales ascendantes et l'émergence de bourgs urbanisés qui, selon une logique cumulative, induisent encore davantage la stabilisation in situ.

98 Il faut bien conçevoir ce territoire en construction comme un ensemble interdépendant en interconnexion permanente.

99 Ici se joue la transformation de l'Egypte qui présente des tendances à la fois à la re-traditionnalisation liées à la réactivation des structures familiales et villageoises et à la réduction des mobilités résidentielles, mais aussi à la diversification de ces mêmes milieux villageois qui favorise le renouvellement des élites. Le métissage l'emporte avec d'incontestables modifications des pratiques, des alignements sur les pratiques urbaines et, dans le même temps, une tradition réinventée qui vise à combiner enracinement et modernité.

100 Ce halo d'urbanisation se hiérarchise conformément au modèle hiérarchique banalement christallerien et simplement travaillé par des couloirs d'accessibilité encore privilégiés, mais il est aussi méta-polarisé et structuré par la proximité accrue de la métropole cairote et la réduction des distances-temps. Près de la moitié de la population égyptienne vit en effet dans un rayon de 80-90 kilomètres autour du Caire, c'est-à-dire à une distance de transport maximum de 120 kilomètres correspondant à la limite admise pour des migrations pendulaires quotidiennes, soit 3 heures aller et retour.

101 Un rayon de 200 kilomètres comprend plus de 70% de la population. Cette sorte de "tiers-espace", pour reprendre l'expression de Giraud et Vannier (2000), correspond aussi aux communes rurales les plus denses et donc aux plus fortes densifications : les communes de plus de 3.000 habitants par km2 n'y sont pas rares, alors que la moyenne s'établit à 1.700 pour les 35.000 km2 de l'Égypte utile, ce qui est davantage que la mégalopolis nord-américaine.

102 Ce tiers-espace est vraiment le territoire de l'imbrication et du mouvement. Il ne faut pas le concevoir uniquement comme une banlieue animée par des balancements domicile-travail quotidiens : la structuration du marché du travail et le faible poids du salariat ne le favorise pas.

103 C'est un territoire circulatoire marqué tout autant par les transferts de marchandises, le commerce, les recherches d'emploi temporaire, sur des chantiers notamment, et l'auto-emploi d'opportunité adapté à des circonstances, les pénuries localisées par exemple, ou aux temps forts des villes et des bourgs - marchés, fêtes religieuses, mariages… sans compter l'importance des visites familiales qui retissent en permanence les contours de l'espace social,

étendant et renforçant les alliances et les solidarités.

104 Comme la métropolisation économique ne fléchit pas, voire s'accroît, ces tendances démographiques, apparemment contraires, servent en définitive la rationalisation de la machine métropolitaine. Elles soulagent son centre qui peut plus aisément faire l'objet de chantiers de restructuration et de ré-appropriation fonctionnelle, et réduire les surcoûts liés aux congestionnements. En d'autres termes, l'ensemble de l'espace utile est recomposé et plus largement exploité afin de servir la nouvelle métropolisation.

105 En aucun cas, il ne s'agit d'un mouvement de déconcentration, mais bien davantage d'un étalement hiérarchisé d'une aire toujours extrêmement polarisée qui, de plus en plus, s'organise selon le modèle du *turn around :* en relation avec le centre mais dont les échanges les plus intenses se structurent autour de pôles relais à travers des flux qui ne passent plus par lui (Wardwell, 1980).

106 Le tiers-espace combine des fonctions classiques d'approvisionnement alimentaire de la capitale avec une capacité à produire de l'urbain in situ, par capitalisation des compétences et des ressources humaines.

107 Là se reproduit un sous-prolétariat qui s'active, pour une part, à sa propre survie en exploitant les miettes de la machine métropolitaine et, d'autre part, sert de volant de main-d'œuvre potentiel garantissant à long terme un faible coût du travail et un intense maillage de services tant au sein des entreprises qu'en direction des particuliers.

108 Ainsi, le tiers-espace devient aussi un espace de desserrement pour les activités à faible valeur ajoutée tout autant liées à l'essor et à la diversification de la demande en son sein qu'à la réduction de la demande strictement métropolitaine, de plus en plus sophistiquée.

109 Évidemment, la délimitation des contours de ce tiers-espace serait une tâche vaine, il faut le comprendre comme un glacis ou plutôt un halo structuré par des pôles et des corridors et considérer que, sur un espace aussi étroit que l'Égypte utile, il peut en venir à en métisser la totalité. Pour autant, il servira toujours une machine métropolitaine qui ne cesse de capitaliser les rentes et les plus-values, ne redistribuant qu'au minimum et afin d'affirmer ou de garantir sa centralité.

## 2 - Une métropolisation qui change d'échelle

110 Ces éléments d'analyse concernant la compression de l'espace-temps, et donc l'intégration hiérarchique d'une très grande partie du territoire au système métropolitain, indiquent que le desserrement des activités productives ne se joue pas indépendamment de la reconfiguration de la capitale.

111 Ainsi, seulement 12 agglomérations du Delta concentrent 85% de la valeur industrielle produite chaque année. La capitale contribue toujours pour plus de la moitié à la formation du produit industriel national, et, à moins de 3 heures du Caire, de la Méditerranée au Canal de Suez, s'affirment les pôles relais majeurs souvent très spécialisés.

112 Les activités portuaires et les zones franches qui contribuent peu à l'amélioration des exportations de produits manufacturés sont surtout intégrées dans une filière radiale au service de l'économie métropolitaine. Elles sont largement dédiées à son approvisionnement ou à l'écoulement de ses productions. Les sièges sont très majoritairement situés au Caire, ce qui donne lieu à un rapatriement de tous les revenus et ne favorise pas la décentralisation de l'activité bancaire.

**Tableau 11 : Les agglomérations industrielles égyptiennes**

| Rang | Agglomération | Produit industriel 96/97 | Poids cumulé | Poids industriel | Poids démographique | Indice de concentration |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Région du Grand-Caire | 11 787 736 | 52,6 | 52,6 | 18,1 | 2,9 |
| 2 | Alexandrie | 3 239 181 | 67,1 | 14,5 | 5,2 | 2,8 |
| 3 | Mahalla al-Kubrâ | 707 751 | 70,2 | 3,2 | 0,8 | 3,9 |
| 4 | Damiette | 618 576 | 73,0 | 2,8 | 0,4 | 6,9 |
| 5 | Suez | 483 966 | 75,1 | 2,2 | 0,6 | 3,6 |
| 6 | Mansûrâ | 377 609 | 76,8 | 1,7 | 0,8 | 2,1 |
| 7 | Port-Saîd | 374 073 | 78,5 | 1,7 | 0,7 | 2,4 |
| 8 | Kafr al-Dawâr | 307 908 | 79,9 | 1,4 | 0,4 | 3,4 |
| 9 | Zifta-Mit Ghamr | 288 932 | 81,2 | 1,3 | 0,3 | 4,3 |
| 10 | Tantâ | 284 206 | 82,4 | 1,3 | 0,8 | 1,6 |
| 11 | Zaqâzîq | 258 054 | 83,6 | 1,2 | 0,7 | 1,6 |
| 12 | Ismâ'îlîya | 190 528 | 84,4 | 0,9 | 0,5 | 1,7 |
| | TOTAL | 18 918 520 | 84,4 | 84,4 | 29,3 | 2,9 |

(Source: recensement des lieux d'activité 1996 et enquête annuelle 1996/97, Capmas). Le nombre d'employés est multiplié par le produit moyen par employé des établissements industriels selon leur taille et leur appartenance ou non au secteur public.

113 De même, les pôles spécialisés du Delta, qu'ils soient textiles comme Mahalla ou spécialisés dans le mobilier comme Damiette, entrent aussi dans des chaînes commerciales extrêmement polarisées par le Caire, voire dans des filières de production dont les finitions ou l'intégration s'effectuent dans les districts industriels de la capitale : à Shubra al-Khayma par exemple pour la passementerie, du côté de la rue Mohamed Ali au centre-ville pour les sièges de Damiette qui y seront tapissés avec des tissus du Delta.

114 Le Delta a vu encore se développer un ensemble d'industries agroalimentaires dont les produits répondent à la fois à des tentatives de prendre pied sur les marchés étrangers, notamment européens, mais surtout à la sophistication de la demande métropolitaine où le prêt-à-consommer prend une place non-négligeable. Les percées sur les marchés d'exportation restent encore largement confinées aux productions agricoles de contre-saison non transformées mais parfaitement conditionnées. A ce titre, il n'est pas inutile de faire remarquer que le seul complexe cryogénique permettant l'exportation de fruits comme les fraises est au Caire.

115 Mais déjà depuis longtemps la production de la fraise s'est intensifiée au nord du Caire, dans la Qalyubiya, au plus près de son marché ; il en est de même pour les abricots… De même, l'unique marché de gros, qui joue aussi un rôle pour la fixation des prix à l'exportation, est celui du Grand-Caire, décentralisé sur l'axe le Caire-Ismaïlia en 1996. L'industrialisation de la filière n'a fait que renforcer une configuration ancienne répondant au schéma classique de localisation du maraîchage à la périphérie du sol métropolitain, ce qui conduit à l'équilibre des rentes foncières en contraignant l'étalement urbain. Les sols maraîchers comme les pépinières sont d'un excellent rapport alors que la valeur du lotissement baisse en périphérie.

116 Les villes industrielles du Delta apparaissent d'autant plus en situation de dépendance hiérarchique à l'égard du Caire qu'elles sont mono-industrielles ou du moins extrêmement spécialisées. Elles sont donc fragiles, très dépendantes de la conjoncture. La population d'une ville textile comme Mahalla souffre terriblement du déclin du secteur, soumis de plus en plus à une concurrence asiatique contre laquelle il se révèle n'être absolument pas compétitif, malgré les faibles salaires, au regard du coût de la vie. Les restructurations, notamment les privatisations des grands établissements qui peuvent employer plus de 30.000 salariés, comme l'instabilité des commandes des usines privées, atteignent la totalité de l'économie locale. Il en va de même pour Damiette dont les marchés traditionnels ont disparu avec l'effondrement de l'Union soviétique, quand l'Egypte lui remboursait une partie de sa dette en mobilier. En outre,

l'industrie du bois est totalement dépendante de l'importation de la matière première.

117 Seul le Caire dispose d'un tissu industriel suffisamment diversifié, et donc des ressorts pour s'adapter à la conjoncture. Surtout, c'est au Caire que se concentre l'information et les cadres compétents qui permettent de réagir au plus vite aux transformations de la demande et aux modifications des règles du commerce. La proximité avec les banques, les administrations et les ministères est fondamentale. Ces synergies cumulatives expliquent pourquoi un pays comme l'Egypte n'est absolument pas concerné par des formes de déconcentration autres que fonctionnelles, liées à l'évaluation du foncier métropolitain : les industries de l'acier et du ciment, polluantes, se sont rapprochées à la fois des ports et des gisements gaziers, désormais très importants, mais l'industrie de consommation courante s'est recomposée dans les périphéries du Caire. Elle forme le tissu des zones industrielles des villes nouvelles, alors que les ateliers plus modestes de l'agroalimentaire, de la construction (huisseries et carrelages) et de l'équipement ménager ont fleuri dans les quartiers illégaux de la capitale.

## 3 - Une polarisation accrue de l'activité et du commandement

118 Même Alexandrie, malgré ses 3,5 millions d'habitants, ne dispose pas des ressorts internes en mesure d'affirmer une dynamique propre. La ville est dans le sillage du Caire et de l'évolution des modalités d'insertion de l'Egypte dans l'économie-monde. Avec la mise en place de l'Etat moderne post 1952, elle a perdu son appareil bancaire qui s'est fondu dans le système financier national incorporé au Caire.

119 Depuis une dizaine d'années, certes, des efforts d'embellissement et de modernisation des infrastructures ont été entrepris, mais il ne s'agit que d'un rafraîchissement de façade.

120 En arrière plan, l'économie alexandrine souffre terriblement de l'effondrement des grands établissements industriels publics qui marquent ses paysages depuis les années 1960. Elle est de surcroît affectée par le redéploiement de l'activité portuaire tant sur les rives du Canal de Suez, avec le nouveau port de Suez, que sur le littoral méditerranéen avec le nouveau port de Damiette.

121 Le port d'Alexandrie ne concentre plus que 30% du tonnage total contre plus de 45% quelques dix ans plus tôt. Et cette part devrait encore baisser avec l'ouverture du port-est de Port-Saïd, conçu comme un hub de redistribution des chargements des porte-containers en transit entre l'Asie et la Méditerranée. Incapacité à retrouver une autonomie d'initiative, à attirer l'investissement productif, et déclin des activités traditionnelles se conjuguent pour faire du renouveau apparent d'Alexandrie une simple vitrine du Caire, un prolongement de la capitale vers la Méditerranée.

122 C'est ce qu'évoque un équipement géant comme la Bibliotheca Alexandrina qui ouvrira ses portes en 2002 sur la Corniche, avec une capacité de 8 millions d'ouvrages (12 pour la BNF). Enfin, événement révélateur, Alexandrie a perdu en 2000, au profit du Caire, l'unique institution internationale d'importance qu'elle hébergeait depuis plus de 50 ans. Le siège régional de l'Organisation Mondiale de la Santé ne pouvait plus fonctionner à distance des autres antennes de l'ONU, des lignes aériennes internationales, comme des ministères ou des ambassades.

123 Alexandrie ne fait pas exception parmi les villes de province. Comme les autres, ses élites et ses classes moyennes ne sont pas assez fortes pour imprimer une dynamique autonome, une initiative politique ou pour simplement affirmer la marque d'un entreprenariat local. Certes, la Chambre de commerce et d'industrie s'est impliquée politiquement auprès du gouverneur dans le développement des zones illégales, notamment à travers des micro-crédits, mais cela reste

modeste au regard de ce qui doit être déployé pour rester en contact avec le centre, avec Le Caire, ses administrations, ses ministères, ses entrepreneurs et ses banques.

124 L'administration des villes de province, purement hiérarchique et déléguée en cascade depuis les ministères compétents, ne dispose d'aucune autonomie financière et souffre d'un verrouillage total de la participation citoyenne alors que la décision revient à un gouverneur tout puissant désigné par le président de la république et entouré de techniciens. L'absence d'autonomie est encore clairement exprimée par l'inexistence absolue de journaux de province.

125 La province et ses villes n'existent qu'à travers les yeux des médias cairotes alors que les télévisions régionales n'expriment qu'un point de vue très officiel, pétri d'images de progrès, de projets nationaux de développement ou de tentatives de folklorisation des identités provinciales.

126 La province n'est maître de son destin ni de son image. L'ouverture aux capitaux étrangers n'a pas changé ses perspectives. Les investissements et les prises de participation étrangères sont en effet captées quasi-exclusivement par l'appareil économique cairote (tableau 12).

**Tableau 12 : Poids métropolitain dans la participation étrangère tous secteurs confondus (marques, franchises et établissements*)***

| | Participation | % |
|---|---|---|
| Total Égypte | 8 522 | 100 |
| Le Caire | 4 961 | 58 |
| Giza | 2 071 | 24 |
| Qalyubiya | 52 | 1 |
| Dix de Ramadan | 256 | 3 |
| Total Grand-Caire | 7 340 | 86 |

Source : Kompass 2000

127 La libéralisation économique et l'apport de capitaux ne se sont donc absolument pas traduits par une décentralisation de l'activité. Seuls les nouveaux établissements de production de biens intermédiaires, de ciment et d'acier en particulier, ont rejoint des sites excentrés. Mais les marches associées et investies sont quasi-exclusivement situées sur le pourtour du Delta, en relation avec l'accès au pétrole et au gaz naturel comme aux transports maritimes. De fait, les régions du sud du Caire sont exclues du redéploiement des nouvelles industries intermédiaires.

128 La marginalité du Sud, en partie réduite par les efforts d'industrialsation des années 1960 puis par l'essor du tourisme international, se trouve par ailleurs réactivée par l'intégration à la dynamique métropolitaine du réseau des villes majeures du Delta et du Canal et par la disparition, avec l'ajustement structurel, d'une réflexion compensatrice, d'une péréquation.

# III - Une forme métropolitaine radicalement bouleversée par les nouvelles orientations économiques

## 1 - Les échelles du redéploiement industriel et les disponibilités foncières

129 La notion de desserrement, fondamentale pour comprendre la dynamisation du foncier et de l'immobilier central et péri-central comme les projets de restructuration, concerne autant les activités que la population. Comme pour la démographie, il ne s'agit pas d'un mouvement aléatoire et décentralisé. Les établissements industriels et, plus globalement, les filières de

production se restructurent selon un modèle de gestion qui reste totalement polarisé par des fonctions de commandement cairote et qui articule des sites en province avec de nouveaux pôles péri-métropolitains au sein des villes nouvelles.

130 La restructuration complète et rapide du secteur de l'acier, en moins d'une dizaine d'années, et l'augmentation forte de ses capacités de production illustrent parfaitement les tendances globales à la délocalisation des industries intermédiaires et permet de comprendre l'enjeu de ce type de phénomène pour la dynamique foncière métropolitaine.

131 Stimulée par la dynamique de la construction immobilière autour du Caire et les méga chantiers d'irrigation et de bonification (notamment du Nord-Sinaï et de Toshka, dans le désert à l'ouest du réservoir du barrage d'Aswan), la filière s'est recomposée autour d'un puissant groupe privé, Ezz Steel Rebars', qui contrôle à présent 70% du marché : d'une part grâce à la mise en place de nouvelles capacités de production à Sadat City, puis à Dix de Ramadan, et bientôt en face de Suez, sur les berges du Sinaï, à proximité de la première centrale électrique construite en BOT ; d'autre part avec la prise de participations majoritaires dans les entreprises publiques les plus performantes. En 2000, le groupe a acquis 30% d'Alexandria National Iron Steel, la plus importante chaîne de production de fil d'acier et de barre à béton.

132 Désormais le secteur public, encore majoritaire à la fin des années 1980, ne compte plus qu'un seul site, Helwan Steel, à Tibbîn au sud du Caire, au cœur du néo-combinat industriel des années 1960. Avec 5% de l'acier produit en Egypte pour 23.000 salariés, soit 26% des employés du secteur, ce site est devenu le moins performant et le plus obsolète des établissements du secteur. Ce joyau de l'industrialisation passée, ayant affiché l'indépendance nationale et la stature internationale de la métropole, est désormais devenu un gigantesque problème social. Sa privatisation ne cesse d'être reportée. Et, désormais, la réserve foncière que représente son site en fait sa valeur essentielle.

133 La filière du ciment s'est restructurée selon le même schéma. Le secteur public ne contrôle plus que 30% du secteur sur le site de Tourah, une entreprise publique également située au sud du Caire. En 2000, suite à un plan de privatisation, elle a été rachetée par la seconde compagnie publique, Suez Cement, et paraît condamnée à moyen terme : l'alternative se pose dorénavant entre le coût de sa mise aux normes anti-pollutions et l'intérêt de sa situation foncière. En revanche, les compagnies localisées en dehors du Caire ont toutes fait l'objet d'une prise de participation souvent majoritaire par des groupes étrangers comme Lafargue ou Blue Circle.

134 Le secteur textile public rencontre des difficultés comparables, comme nous le verrons dans notre comparaison des destins de la zone industrielle de Shubra al-Khayma et du site industriel de la ville nouvelle de Six Octobre. La valeur foncière joue comme un facteur de dépréciation des appareils industriels et, à moyen terme, favorise une ré-appropriation et une requalification foncière. Ainsi, la composition métropolitaine se trouve peu à peu altérée par l'incorporation de friches. Depuis déjà quelques années, les équipements portuaires sur les berges nord-est du Nil à Bulaq ont fait l'objet d'une appropriation très forte, en particulier avec la construction du World Trade Center, qui sert désormais de point de départ pour une restructuration totale des quartiers ouvriers à l'arrière plan.

135 La dynamique de requalification est bien entendue relativement lente, compte tenu de la rareté des capitaux disponibles au regard de la multiplicité des offres foncières. De plus, il est toujours légalement interdit, dans le cadre des privatisations, d'acquérir une entreprise pour son foncier, c'est-à-dire d'utiliser son site pour une activité autre que celle exercée antérieurement. Mais plusieurs exceptions ont été déjà promulguées, notamment pour des entrepôts désaffectés.

136 Néanmoins, durant les dix dernières années, la grande majorité des capacités d'investissement a

été captée par l'État, suite à l'introduction sur le marché, à très bas prix, de vastes surfaces à urbaniser sur les franges désertiques du Grand-Caire (une centaine de km2 soit plus d'un tiers de l'agglomération en 1990). L'abondance de l'offre a même conduit à un surendettement bancaire de la plupart des 320 compagnies qui ont entrepris de lotir le désert. En effet, l'introduction sur le marché d'une offre immobilière de haut-standing, de type résidence privée pour l'essentiel, trop importante par rapport au marché potentiel, s'est traduite par des retours d'investissement de plus en plus faibles.

137 Ainsi, le secteur de l'immobilier de *standing* est affecté par de fortes baisses de prix, des abandons ou des révisions de projet, et une raréfaction des liquidités disponibles. Quatre-vingt compagnies ont mis en œuvre leur projet et construit 60.000 unités d'habitation, essentiellement des villas ; 600.000 sont toujours programmées, pour un investissement estimé à plus de 3 milliards de US$. Désormais, l'immobilier connaît une crise sévère qui, avec les méga-projets du gouvernement, contribue à la déstabilisation de l'ensemble de l'économie égyptienne.

138 Malgré l'instabilité et les risques d'éclatement d'une bulle foncière et immobilière rappelant le syndrome thaïlandais, l'orientation est donnée. L'importante disponibilité foncière aux mains de l'État, au Caire et sur ses marges, contribue à maintenir une polarisation métropolitaine qui a changé d'échelle. Au cœur même de l'agglomération, compte tenu de la part de foncier et d'immobilier qui est propriété de l'État, le potentiel de ré-investissement est grand. Les divers ministères possèdent plus de la moitié de l'agglomération du Caire alors que, par définition, les capacités d'étalement sur les marges désertiques sont quasi-infinies. Or, aucun autre site urbain n'offre de tels potentiels : l'étalement linéaire d'Alexandrie limite l'accessibilité de ses marges, les villes du Delta sont au cœur de riches terres agricoles, et une ville comme Port-Saïd exige de lourds investissements pour se développer sur les berges orientales du canal de Suez…

139 L'État peut donc jouer un rôle moteur pour faire baisser structurellement les valeurs foncières en introduisant des biens jusqu'à présent hors du marché, en en réduisant ainsi la rareté et, en définitive, en réinjectant de la richesse dans l'économie. On notera ici que l'entretien de la métropolisation entre dans une logique d'État. La collusion des intérêts nationaux et métropolitains apparaît clairement.

## 2 - Shubrâ al-Khayma VS Six-Octobre

140 La valeur de la production industrielle décomposée par district (tableau 13) rend compte de la hiérarchie des polarités industrielles, hiérarchie qui indique bien les modalités de redéploiement de l'activité. Certes, les pôles industriels du Sud du Caire, Tibbîn et Hilwan, apparaissent toujours dominants, mais leur primatie décline et surtout, en moins de 15 ans, les zones industrielles des villes nouvelles de Dix de Ramadan et Six Octobre sont venues s'imposer devant le second pôle cairote, Shubrâ-al-Khayma. Elles devraient très rapidement s'imposer au tout premier rang compte tenu du nombre de projets industriels qui y sont en cours d'achèvement et des importantes marges de développement des établissements déjà présents. Les industries traditionnelles à dominante publique sont, elles, très clairement déclinantes.

141 Ces déplacements transcrivent dans l'espace l'affaiblissement du secteur public dont la contribution au produit industriel ne cesse de décroître, tant par obsolescence et manque d'investissement que du fait des privatisations. Elle est passée de 63% en 1983 à 24% en 1998 au profit du secteur privé.

**Tableau 13 : les pôles industriels égyptiens en 1996**

| Rang | Nom du quartier | Profil du lieu | ValeurProduction X 1.000 LE | Poids cumulé |
|---|---|---|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | qism al-Tibbîn | Quartier ind. Grand-Caire | 1 055 484 | 4,65 |
| 2 | qism Hilwân | Quartier ind. Grand-Caire | 893 850 | 8,59 |
| 3 | Dix de Ramadan | ville nouvelle Grand-Caire | 874 180 | 12,45 |
| 4 | Shubrâ al-Khayma | Quartier ind. Grand-Caire | 623 074 | 15,20 |
| 5 | qism Sîdî Gâbir | Quartier ind. Alexandrie | 593 849 | 17,81 |
| 6 | Ville de Six Octobre | Ville nouvelle Grand-Caire | 528 631 | 20,15 |
| 7 | Qism al-Raml | Quartier ind. Alexandrie | 491 891 | 22,31 |
| 8 | Qism Bab Sharkî | Quartier ind. Alexandrie | 470 033 | 24,39 |
| 9 | Ville de Damiette | ville et environs de Damiette | 447 500 | 26,36 |
| 10 | Qism al-Basâtîn | Quartier populaire Grand-Caire | 407 086 | 28,15 |
| 11 | Mahalla al-Kubrâ 2 | Quartier de mahalla | 400 610 | 29,92 |
| 12 | Markaz Imbâba | Environ semi-rural du Grand-Caire | 389 919 | 31,64 |
| 13 | Port d'Alexandrie | Quartier ind. Alexandrie | 344 142 | 33,16 |
| 14 | Qism al-Gamâliyâ | Vieille ville du Caire | 326 925 | 34,60 |
| 15 | Qism al-Zaytûn | Quartier péricentral Grand Caire | 325 993 | 36,04 |
| 16 | Qism al-Salâm | Quartier populaire Grand-Caire | 284 377 | 37,29 |

(Source : recensement des lieux d'activité 1996 et enquête annuelle 1996/97, Capmas). Le nombre d'employés est multiplié par le produit moyen par employé des établissements industriels selon leur taille et leur appartenance ou non au secteur public.

142 L'inversion des polarités industrielles du Caire sous l'influence de l'ouverture économique, et le dédoublement de la métropole, s'illustrent particulièrement dans l'étude comparée de deux tissus industriels, l'un, Shubrâ al-Khayma, situé au nord des quartiers centraux du Caire, formé à partir des années 1930 à la suite de l'essor de l'industrie textile, et l'autre, la ville nouvelle de Six Octobre, située au sud-ouest de l'agglomération, l'un des fruits des opérations de planification métropolitaine lancées à la fin des années 1970 avec notamment l'autre ville nouvelle, Dix de Ramadan.

143 Ces deux quartiers industriels sont issus de phases d'industrialisation très différentes. Shubrâ al-Khayma, située dans le gouvernorat de Qalyubiya au nord de celui du Caire, fut l'une des villes qui connut l'une des plus rapides croissances d'Egypte à partir des années 1930. La province de Qalyubiya accueillait en effet les principaux centres de production traditionnelle de textile.

144 A partir des années 1930, grâce à la mise en place de tarifs de protection de l'industrie égyptienne, le secteur textile moderne commence de se développer pour former l'un des secteurs centraux de la production manufacturière en Égypte, notamment en termes de main-d'œuvre : second secteur après celui de l'alimentation il représente encore aujourd'hui 24% de l'emploi industriel et 25% de la production industrielle. Shubrâ al-Khayma devient, dès les années 1940, un centre textile majeur. Les grands établissements s'y implantent en priorité, renforçant et renouvelant un tissu manufacturier textile déjà très présent en Qalyubiya. Ses grandes usines, dont le plus grand moulin à laine d'Egypte, Wooltex (1937), et le moulin à coton ESCO (1940) sont nationalisées entre 1961 et 1963. Shubrâ al-Khayma est dès lors l'objet d'un projet d'intensification, notamment autour du pôle ESCO qui employait encore 26.000 travailleurs en 1990.

145 Dans les années 1960, Shubrâ al-Khayma est considérée comme l'une des principales villes industrielles d'Egypte par le nombre d'usines et de travailleurs. Le secteur du textile, base industrielle des quartiers nord de la métropole, s'y présente comme une filière intégrée, depuis les moulins du secteur public jusqu'à l'industrie de l'habillement, principalement privée et

partiellement illégale. Durant les années 1980, une première libéralisation économique (*infitah*) permet au district textile de connaître une nouvelle phase de croissance avec l'établissement de 2.000 nouveaux établissements industriels et l'emploi de 50.000 travailleurs.

146 La ville nouvelle de Six-Octobre est fondée en 1979 dans le cadre du plan de redéploiement de la croissance du Grand Caire. La ville nouvelle attend une dizaine d'années avant de décoller, même modestement, du point de vue démographique : en 1986, on compte 527 habitants mais 35.477 en 1996 et plus de 60.000 en 2000. Mais c'est en tant que nouvelle localisation industrielle, en connexité totale avec Le Caire, qu'elle remporte son plus vif succès depuis les années 1990, moment de son réel essor.

147 La zone industrielle est en fonctionnement depuis 1986 pour la première phase, depuis 1990 pour les phases deux et quatre, tandis que la troisième phase finit d'être remplie. Elle offre aux entreprises privées candidates les avantages de formules d'exemptions fiscales sur 10 ans, d'infrastructures de base bien raccordées, de terrains vastes et bons marchés qui permettent l'implantation de grandes unités de production.

148 Dans son projet initial, à proximité immédiate du Caire grâce à la Ring Road (ceinture périphérique) et le long de la route entre la Haute-Égypte et Alexandrie, Six-Octobre affiche une ambition de dimension nationale. Ces avantages cumulés ont de fait attiré de nombreuses entreprises (722 en 2000 selon le Kompass 2000). Certaines, lorsqu'elles en avaient les moyens, s'y sont relocalisées à côté de celles qui s'y créent (tableau 13).

**Tableau 14 : Chronologie d' implantation des entreprises à Six Octobre**

| Usines | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1998 | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total | 190 | 202 | 296 | 349 | 385 | 562 | 772 |

Sources : Guide de la ville de Six-Octobre et Kompass 2000 Egypte

149 Le tissu industriel des deux villes présente de nombreuses différences de nature. Celui de Shubra al-Khayma est dense, composé pour l'essentiel de petites unités. Ainsi, à l'échelle du gouvernorat de Qalyubiya, 130 000 personnes sont employées dans 16 000 entreprises. 25% d'entre elles ne sont composées que d'un seul travailleur, 67% de 2 à de 10 travailleurs (soit 92% d'entreprises de moins de 10 employés). Le secteur informel important, caractérisé par des unités de petite taille, n'est malheureusement pas pris en compte dans ces statistiques. Les entreprises présentes à Six Octobre sont, elles, caractérisées par leur plus grande taille, ce dont rendent compte les tableaux 14 et 15.

**Tableau 15 : Taille des entreprises à Six Octobre en 2000**

| Taille | Nombre | en % |
|---|---|---|
| de 1 à 9 | 73 | 12,6 |
| de 10 à 99 | 341 | 58,8 |
| de 100 à 499 | 141 | 24,3 |
| 500 et plus | 25 | 4,3 |
| Total | 580 | 100 |

Source : Kompass 2000. Seules 580 entreprises ont donné ce renseignement.

**Tableau 16 : Taille des usines de l'industrie de transformation à Shûbra al Khayma et Six-Octobre, en1995**

| Nombre : | d'usines | d'employés | d'employés par usine |
|---|---|---|---|
| Shûbra al Khayma | 5879 | 70245 | 12 |
| Six-Octobre | 385 | 28415 | 74 |

Source : Recensement industriel, 1995

150 L'intensité en valeur de la production industrielle différencie encore les deux quartiers industriels, mettant en relief la très forte valeur ajoutée de la production dans les villes nouvelles : si Shubrâ al-Khayma se situe toujours au quatrième rang national des pôles industriels avec une valeur de production de 623 millions de LE, soit 2,75% de la production nationale, Six-Octobre atteint déjà le 6ème rang national avec se hisse 529 millions de LE

produites en 1996/97, soit 2,34 % de la production nationale totale (voir tableau 13).

151 La même remarque peut être faite au sujet de l'autre grande ville nouvelle industrielle, Dix de Ramadan (Nord-est du Caire), qui se situe au 3ème rang national avec une valeur de production de 874 millions de LE (3.46% de la production nationale totale). En moins de dix ans, ces nouveaux sites sont parmi les plus premières zones industrielles et bassins d'emplois d'Egypte, tandis que le chômage fait rage à Shubrâ al-Khayma.

152 La crise de l'emploi y est d'une part le fait d'une faible productivité des entreprises : par exemple, l'usine textile ESCO a pu licencier 20.000 personnes au début des années 1990 sans développement technologique particulier ni baisse de la production. D'autre part, elle se nourrit de l'abondance de main-d'œuvre peu qualifiée et généralement informelle travaillant dans le secteur privé et les petits ateliers.

153 La crise à laquelle est confrontée Shubrâ al-Khayma est double et persistante malgré la croissance des années 1980. En effet, jusqu'aux années 1980, sa filière textile bénéficiait, pour écouler ses produits, du marché des chaînes de vente au détail du secteur public (les grands magasins *Omar Effendi*, *Sednaoui*, *Shamla*) qui vendaient principalement des vêtements fabriqués par les entreprises du secteur public, alimentant ainsi tout un pan de l'industrie locale. La garantie de ces débouchés, associée au peu de compétition dans un marché fermé, a conduit à une production dans l'ensemble médiocre et à des produits finaux peu diversifiés (coupe des vêtements, motifs, couleurs…).

154 Or, à partir des années 1990, les subventions publiques sont coupées et les chaînes de détaillants sont privatisées, ce qui met fin à leur position dominante sur le marché. Par ailleurs, l'implantation progressive des franchises étrangères (*Naf-Naf*, *Benetton*, *Mexx* etc…), malgré la diffusion socialement restreinte de leurs produits, a augmenté le niveau d'exigence des consommateurs. Les grandes entreprises publiques de Shubrâ al-Khayma doivent donc prendre en compte la fermeture de certains marchés (licenciements), tandis que les petites, qui bénéficiaient de ces même marchés grâce au circuit de la sous-traitance, sont contraintes à adapter leur système de production et à chercher de nouveaux débouchés.

155 Or, d'emblée, les entreprises qui peuvent engager un investissement à Six-Octobre sont des entreprises qui possèdent dans l'ensemble une assise de distribution au moins nationale. Ce sont pour la plupart des entreprises de produits à très forte valeur ajoutée (automobiles par exemple) ou de grande consommation de l'agro-alimentaire (Chipsy, Nestlé…).

156 L'insertion dans le secteur économique métropolitain relève dès lors de deux logiques différentes. Du côté de Shubrâ al-Khayma, la présence de l'intégralité de la chaîne productive autour d'une forte spécialisation textile encourage des relations de " *clustering* " (district) entre les différentes unités de production. La concentration géographique et sectorielle de firmes avec des économies externes locales (fournitures et main-d'œuvre notamment) s'affirme, sans que le niveau de la coopération inter-firmes et de l'action commune et concertée soit pourtant développé, comme le montre l'exemple du secteur de l'habillement où la spécialisation ne s'opère pas en termes d'étapes de production (comme dans un système de " *network* ", de réseau) mais davantage en termes de marchés : Les grandes entreprises vendent sur le marché cairote, tandis que les petites structures vendent sur les marchés informels et pauvres.

157 Cette distinction est importante dans la mesure où le premier marché consomme des vêtements produits avec un coton de haute qualité tandis que le second emploie un coton de mauvaise qualité qui n'est pas produit à grande échelle en Égypte. Dès lors, l'obligation de recourir à l'importation de la matière première (tissus) augmente les coûts de production et fragilise encore un peu plus l'industrie de Shubrâ al-Khayma face à la concurrence de fait des

productions bon marché et de qualité correcte en provenance de l'étranger (principalement de Chine et du Pakistan).

158 Les entreprises de Six Octobre, elles, se positionnent sur le marché légal et national. Ce sont, dans leur ensemble, des entreprises de fin de chaîne de production (système de réseau) qui délivrent un produit fini prêt à la consommation. Elles ont cependant, dans leur processus de production, ponctuellement recours à la sous-traitance auprès de petites firmes privées, comme celles présentes à Shubrâ al-Khayma par exemple.

159 Enfin, les entreprises de Shubrâ al-Khayma **8** ont perdu les débouchés protégés des marchés des pays socialistes européens tandis que, sur le marché international, on l'a vu, il faut faire face à la concurrence avec les prix et le niveau de qualité des produits en provenance de pays exportateurs de prêt-à-porter (Chine etc…). Ainsi, les exportations de prêt-à-porter, malgré une croissance importante entre 1975 et 1992 (de 14 057 000 $ en 1975 à 70 539 000 $ en 1992, selon *Industrial development review series, 1994)*, restent assez faibles pour un pays producteur de textile. Ce ne sont pas les entreprises de Shubrâ al-Khayma qui ont profité de cette croissance mais les grandes entreprises exportatrices, avec parfois la participation de PME y sous forme de commandes de sous-traitance.

160 Dès lors, la présence internationale, les entreprises étrangères, la fabrication sous franchise ou encore la diffusion de marques étrangères est faible à Shûbra al-Khayma. Les entreprises locales ne sont que 26 à diffuser des marques étrangères, généralement des " *éléments entrant dans la production* " d'autres produits, et deux entreprises seulement fabriquent sous licence (source : Kompass 2000). A Six Octobre, cette présence est évidemment beaucoup plus accentuée. On comptait, en 1996, environ 10% d'entreprises étrangères.

161 Les données du Kompass 2000 montrent que 203 entreprises sur les 722 recensées ont, en 2000, des formes de lien avec le niveau international :168 représentants de marques étrangères, 48 franchises (fabrication sous licence), et 60 ayant des formes de participation étrangère (allant du partenariat minoritaire à la pleine propriété) ; 25 d'entre elles sont des branches de compagnies étrangères (les chiffres ne s'additionnent pas, une même entreprise pouvant se trouver dans plusieurs catégories différentes).

162 Ces différentes observations permettent dès lors de décrire la relation qui se met en place, en termes géographiques, à l'intérieur de la région métropolitaine du Grand Caire, entre échelle locale et échelle internationale. La comparaison des tissus industriels de Six Octobre et de Shûbra al-Khayma illustre bien, en effet, le rapport de connexité important mais souvent opaque qui se développe entre les secteurs intégrés et ceux non intégrés à la " nouvelle économie urbaine " issue de l'ouverture économique de l'Egypte. Les vieux tissus industriels sont fragilisés par le désengagement du secteur public et la concurrence des nouvelles zones industrielles qui attirent des entreprises plus performantes, plus capitalisées, utilisant de nouvelles formes de gestion du personnel, et souvent internationalisées.

163 Ils se fondent de plus en plus sur un secteur privé de petite taille souvent informel qui souffre de la paupérisation urbaine et accroît sa dépendance aux conjonctures économiques nationales par la sous-traitance aux grandes entreprises. Les nouveaux grands établissements privés captent, eux, les nouveaux circuits de distribution du marché national et se positionnent parfois sur des marchés régionaux, voire internationaux. Et, du fait de leur capitalisation de plus en plus multinationale, ils accroissent leur dépendance à la conjoncture économique, cette fois mondiale.

164 Les dynamiques métropolitaines rendent compte de cette nouvelle donne : elles n'ont plus lieu aux mêmes endroits qu'auparavant, notamment en Qaluybiya et en particulier à Shubra

al-Khayma. Les croissances spatiales, qui ne sont pas liées à la croissance démographique, se concentrent dorénavant au sud-ouest du Caire, notamment autour de l'impulsion donnée par le développement de Six-Octobre.

165 Inversement, on peut penser que c'est la valeur foncière péri-centrale de Shûbra al-Khayma qui constituera bientôt son seul et dernier atout pour un re-développement. Le redéploiement de la forme urbaine se fait donc sous l'impulsion d'une croissance économique partielle qui entretient, voire amplifie, la captation de la richesse par la métropole.

166 Cette croissance ne touche qu'une partie de la ville et de ses habitants et donne naissance à un paysage métropolitain paradoxal qu'elle polarise et redéfinit sur le plan de la fabrique productive comme sur celui de la fabrique sociale.

167 La déconcentration sans décentralisation suscitée par la cristallisation rapide des zones industrielles des villes nouvelles induit une refonte radicale des topographies intra-urbaines, des valeurs et des usages, qui entre en résonance avec des processus amorcés antérieurement comme la dé-densification démographique du centre et le report de la pression démographique sur les faubourgs para-légaux.

## 4 - La recomposition de la ville compacte

168 Les contributions au produit industriel de plusieurs quartiers para-légaux cairotes s'intercalent entre celles des grandes villes industrielles de province (tableau 13). La production industrielle d'un quartier comme Basatîn rivalise avec celle du second centre textile du pays, Mahalla al-Kubra. Les quelques 6.000 micro-ateliers essaimés dans ce quartier populaire extrêmement dense, organisés en filières très diversifiées et flexibles avec une dominante de recyclage et de petite métallurgie, rivalisent avec de grands établissements souvent anciens.

169 La taille moyenne des entreprises de Basatîn est de 4 employés contre 27 pour le district industriel de Mahalla. En fait, ce dernier est structuré autour de la plus grande usine égyptienne Misr Spinning & Weaving, un établissement public surendetté employant 33.000 employés alors que le plus grand établissement de Basatîn est une usine de fabrication de batteries qui compte 800 employés.

170 Que des quartiers qualifiés d'informels, d'illégaux, apparaissent en bonne place parmi les districts les plus productifs d'Égypte ne doit pas surprendre. Ils sont en effet devenus à la fois les espaces d'habitation les plus denses d'Égypte (600 habts/ha. en moyenne, et bien davantage localement) et des districts où se structurent des filières très spécialisées, des "*clusters*", qui trouvent très souvent leurs débouchés dans la sous-traitance des grandes compagnies établies dans les villes nouvelles.

171 Ils sont aussi très présents dans la petite métallurgie, l'industrie du bois, la menuiserie et la céramique, répondant ainsi à l'importante demande interne liée à l'intense activité de construction qui caractérise leur quartier d'implantation. Ils jouent donc un double rôle, à la fois comme arrière-plan de l'industrie d'assemblage intégrée en lui permettant "d'externaliser" une partie de sa production et comme moyen de reproduire à moindre coût d'un vaste volant de main-d'œuvre en assurant le maintien de faibles salaires. Autrement dit, les quartiers para-légaux péri-métropolitains sont les moteurs essentiels de la flexibilité et sont, en ce sens, proto-libéraux. Les filières de logements, de services et de production para-légales ont préparé et favorisé l'émergence du secteur privé. Elles ont constitué, à la marge, la réserve d'initiatives dont l'Etat, dans un souci d'édification nationale, a longtemps cherché à conserver le monopole en matière de logements, d'industrialisation, ou de services.

172 Faut-il rappeler que ce secteur informel loge à présent plus de la moitié des cairotes, qu'il répond à 80% des besoins de logement depuis plus de 20 ans, ou encore qu'il offre 40% des emplois non-agricoles ? Ces quartiers représentent donc une externalité fondamentale des économies d'agglomération en entretenant le processus de métropolisation des très grandes villes du Sud intermédiaires comme Le Caire. L'auto-emploi et l'auto-construction, termes elliptiques qui évidemment mériteraient de longs développements rappelant l'existence de pesantes hiérarchies, d'entrepreneurs dominants et d'une maîtrise exclusive de la circulation des capitaux, sont néanmoins aussi importants pour la polarisation métropolitaine de la dynamique entreprenariale que la proximité avec le pouvoir, les administrations, les ministères et les banques.

173 Des quartiers comme ceux de Basatîn, Imbâba ou al-Salâm sont, par leur population, d'une taille comparable à la troisième agglomération d'Egypte, Mahalla al-Kubra et ses quelques 530.000 habitants, mais ils se caractérisent par leur participation à un système mégapolitain beaucoup plus vaste. Ils apparaissent très clairement comme les réserves de flexibilité et de diversité qui manquent aux villes de province.

174 En l'absence de capacité d'innovation, le volant d'informalité et les vastes territoires qu'il forme constituent une part importante de la richesse métropolitaine. Autour ou grâce à ce potentiel, les nouvelles activités de production se placent sur des marchés très concurrentiels et, par ailleurs, la société métropolitaine est parfaitement irriguée en services domestiques de proximité. Il existe une évidente synergie qui joue en revanche difficilement dans les milieux plus spécialisés des villes de province.

175 De même que la libéralisation économique crée une dynamique ascendante au sein du Grand-Caire, l'informalité tend à converger et à s'intégrer à la matrice métropolitaine à tel point qu'à présent son illégalité elle-même est remise en question **9**. En revanche, dans les villes de province, les quartiers para-légaux, déjà stigmatisés, sont les plus touchés par les restructurations industrielles préparant les privatisations ou les faillites de filières comme celle du textile.

176 Pour la micro-activité cairote, là encore, la logique de desserrement bat son plein. Dans la Vieille-Ville, le déclin démographique amorcé il y a une trentaine d'années a longtemps favorisé l'expansion par substitution d'un très important secteur de micro-ateliers (petites métallurgies, cuirs, bois, verre…) ; or, ce dernier connaît à présent une phase de déclin et de redéploiement sur les marges de l'agglomération. Du fait de la libéralisation, ses produits de substitution, élaborés durant une période de pénurie et derrière des barrières douanières très strictes, sont cruellement concurrencés par les articles ménagers chinois, voire directement par les productions des nouvelles usines locales du secteur privé.

177 Ces ateliers se heurtent par ailleurs de plus en plus à une volonté de réduire les nuisances associées à leur implantation dans la Vieille-Ville (pollution, dégradation du bâti et intense circulation automobile) et donc au plan de revalorisation du patrimoine islamique à fins touristiques. Des facteurs qui pèsent lourdement sur les coûts de production et qui sont compensés par la baisse des rémunérations des employés, voire le recours plus intense à l'emploi des enfants. La dépopulation puis les difficultés des ateliers créent un vide extrêmement favorable à l'affirmation du projet de muséification de la Vieille-Ville ; l'opposition locale est désormais réduite, atomisée.

178 Le tourisme, autre vecteur de la mondialisation, joue ainsi en faveur d'une requalification spatiale. Il sert une revalorisation de l'image et du cadre bâti de la métropole qui devient un atout économique entrant en synergie avec la modernisation de l'appareil de production.

179 D'un autre côté, la question de la fragilité du secteur informel se pose, celle de son adaptabilité aux conditions nouvelles de l'ouverture, et donc aussi sa capacité à investir et à innover au-delà de l'exploitation de la disponibilité d'une main-d'œuvre peu coûteuse. Si nous avons souligné ailleurs les alliances positives entre nouvelles industries et ateliers para-légaux, le modèle comporte des limites et de multiples situations contradictoires.

180 En tout premier lieu, la survie de la part des ateliers et de la main-d'œuvre flottante des quartiers para-légaux qui fait système avec l'industrie de substitution aux importations dépend de la capacité de cette industrie à faire face à l'abaissement des barrières douanières et à la mise en conformité avec les accords du Gatt et d'association à la Communauté européenne. En tout état de cause, la "normalisation" des quartiers para-légaux, leur légalisation foncière et leur équipement, devraient être limités à la satisfaction des besoins strictement nécessaires à la reproduction d'une main-d'œuvre bon marché, et au maintien de la paix sociale. Il ne faut pas s'attendre à une croissance redistributive réduisant, par percolation, les disparités intra-métropolitaines.

# Conclusion : Métropolisation, instabilité et liberté d'entreprendre

## Quelle forme métropolitaine dans un contexte de précarité et d'instabilité ?

181 La notion d'ajustement structurel, injustement réduite par les experts du FMI à un tournant comptable trop sec, devrait pourtant qualifier les profonds bouleversements qui touchent les économies nationales et métropolitaines des pays en transition, passant d'une économie d'affirmation nationale à une économie ouverte. Elle devrait plutôt être réservée pour désigner les altérations irrémédiables de structure, les véritables bifurcations dans la composition des formes et des économies métropolisées.

182 Incontestablement, l'ouverture, l'ajustement et la libéralisation se sont traduits en Egypte par une relance de la métropolisation, fruit de l'édification nationale des années 1960 comme de l'accumulation urbaine caractérisant l'âge libéral (1920-1950). Les ondes de métropolisation se superposent clairement avec la modernisation de l'appareil d'Etat et celle de l'industrie, qui bornent la centralité et fixent, inscrivent sur le sol les plus-values de l'exploitation des rentes foncières agricoles. Chaque étape de la métropolisation est marquée par une altération de la forme urbaine, un déplacement de la centralité et, aujourd'hui, par une démultiplication de celle-ci liée à l'étalement démographique et à la dévalorisation des polarités anciennes.

183 La polarisation change donc encore une fois d'échelle. La réussite des zones industrielles des villes nouvelles invite à l'extension brutale de la métropole et à la greffe d'une trame ouverte, adaptée aux métriques automobiles, à un tissu très dense où se distinguent les périphéries mixtes dites informelles, les faubourgs, et un centre à la requalification incertaine et forcément partielle.

184 L'avenir de ces centralités héritées et l'émergence de centres secondaires et d'une pluricentralité en partie déjà accomplie dans le cas de Madinat Nasr, conditionnera la forme de l'agglomération. La disponibilité foncière quasi-illimitée sur les franges désertiques incite à l'ex-urbanisation, laissant peu de moyens pour ré-investir les quartiers anciens ou les friches péri-centrales, d'autant qu'aucune mesure gouvernementale n'y incite. Le risque de dégradation par déqualification peut, dans ces conditions, se poursuivre encore, d'autant qu'une grande

partie du cadre bâti est gelé par les ministères et entreprises publiques.

185 La tendance actuelle est donc à la poursuite du desserrement et à une faible réappropriation des centres anciens alors que les centralisés fonctionnelles se satellisent. Toute la question, à ce stade, est de savoir comment seront produites, acquises et entretenues les formes urbaines dans un contexte d'instabilité croissante et d'insécurité des revenus, c'est-à-dire sans la possibilité de s'appuyer sur une classe moyenne stabilisée pouvant acquérir des biens à crédit. Nul doute que la filière populaire de construction illégale continuera d'être la solution pour le plus grand nombre et que se perpétuera la production d'un cadre bâti dominant par capitalisation préalable des accédants au logement.

186 La macro-forme dépendra encore de la capacité à investir les friches péri-centrales et à produire les bureaux qui manquent cruellement pour que s'accomplisse une tertiarisation en rapport avec la centralité du Caire. A présent, 70% de l'activité de bureau est installée dans des appartements. Là encore, c'est un facteur de décentrement des fonctions de commandement, même si le stock de logements vides favorise un maintien, voire une ré-appropriation du centre. Mais, déjà, des complexes de bureaux *high tech* s'installent sur les marges désertiques en bordure des grands axes autoroutiers.

## La coalescence du métropolitain et du national

187 Il est désormais courant de voir dans l'articulation métropolisation-globalisation la fin du territoire, c'est-à-dire une dérégulation qui réduit les compétences des États au profit d'un monde en réseau. Pourtant, à l'aune de ce que nous observons en Égypte, nous serions plutôt invité à penser que l'État gère, exploite et promeut la métropolisation, en association avec les hommes d'affaires bénéficiaires de l'ouverture effective de ces dix dernières années. Mais le pouvoir politique domine et contrôle les marges de liberté du monde des affaires (cf. Kienle, 2001).

188 L'alliance amène ou oblige les hommes d'affaires à s'investir dans une logique de "corporate governance", à devenir député, à prendre la direction des institutions de pilotage des villes nouvelles, voire à s'engager dans des projets de développement social des quartiers. Suite aux élections de novembre 2000, 9% des députés sont des hommes d'affaires. Ils sont promus comme représentants de "la société civile" ; en retour de cet engagement, le pouvoir leur confère des privilèges. Dans le même temps, la représentation et la consultation des employés, des citoyens en général, ne progressent guère, voire sont réprimées comme dans le secteur associatif, ou censurées comme dans celui de la presse.

189 La métropole est directement gérée par les services de l'État, elle n'a aucune autonomie, ni aucune représentation démocratique (Denis, 2000). Elle est au service d'un projet national à l'interface entre l'exploitation de l'Égypte et l'accès aux ressources du monde - aux compétences, aux technologies, aux aides, aux marchés, aux capitaux et aux placements. Le tropisme métropolitain est ici renforcé par une captation exclusive de la construction nationale, habillée d'un nationalisme exacerbé qui fait exister le territoire et la nation égyptienne et autorise un encadrement strict de la population au nom de l'intérêt national menacé par les spectres : extérieurs avec l'entité israélienne et intérieurs avec la contestation d'inspiration islamiste.

## Intégration métropolitaine, participation et liberté

190 L'Egypte, ou plutôt Le Caire associé à l'Egypte, pays à faibles ou modestes capacités technologiques, doit bien sûr son insertion dans l'archipel des grandes métropoles à sa

main-d'œuvre abondante et bon marché. L'accumulation métropolitaine est possible parce qu'elle sait faire subsister et se reproduire en son sein une majorité de sa population pour un coût très faible. Elle le fait, qui plus est, en instituant l'illégalité - notamment de la construction -, ce qui assure en retour la dépendance au bon vouloir des services de l'Etat et installe les fondements du clientélisme.

191 Toute l'économie, de l'industrie aux ménages en passant par les services et le commerce, fonctionne sur la base d'une rémunération très faible du travail, y compris pour des emplois qualifiés d'ingénieur. Non seulement une classe moyenne ne peut émerger, mais l'exacerbation de l'inégale répartition par la libéralisation économique exige un maintien, voire un renforcement, de la maîtrise policière de l'espace public et un îlotage serré de la population.

192 Ainsi s'impose une libéralisation économique sans libéralisation politique, un système où un pouvoir non-représentatif mais ayant le monopole de la violence conserve aussi bien la maîtrise du sol urbain que le contrôle de l'espace public.

193 L'ère de la métropolisation ne rend pas libre.

## BIBLIOGRAPHIE

ABDEL-MALEK G., 2000, "Domestic public debat in Egypt : Structure and consequences", *Cairo Papers in Social Science*, n°23, pp. 7-62.

ABU LUGHOD J.,1990, "Le Caire et New York vus de la rue", *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°42, pp. 345-358.

ABU LUGHOD J.,1996 ; *Urbanization in the Arab World and the international system. The Urban transformation of the developing world.* Ed. Gugler. Oxford university Press. pp. 185-208.

ABOU-HAÏDAR E., 2001, *Libéralisme et capitalisme d'Etat en Égypte : L'impossible privatisation des banques publiques*, L'Harmattan.

ALLEAUME G. & DENIS E., 1998, " Villes et campagnes d'Égypte à l'aube du XXe siècle : les temporalités divergentes des pays, des bourgs et des cités ". *Mélanges offerts à B. Lepetit*. Coordination J. Dakhlia. (EHESS). Éditeur Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256.

BASSAND M, JOYE D. & LERESCHE J.P. (s/d.), 1995, *Métropolisations*, Georg éd., 315 p.

BAYAT A. & DENIS E., 2000, "Who is afraid of ashwaiyyat? Urban change and politics in Egypt", *Environment & Urbanization*, vol.12, n°2, pp. 185-199.

BAZIN M., 1997, "Introduction : D'Athènes à Tachkent, Métropoles et espaces métropolisés", *CEMOTI*, n°24, pp. 5-24.

CASTELLS M., 1989, *The Informational City*, Blackwell, 402 p.

DENIS E., 2000, "Le Caire, quand la ville déborde son enceinte", *Villes en Parallèle*, n°30-31, pp. 89-116.

FINDLAY A., 1993, "Arab Cities, Arab banking and patterns of global influence", *Cahiers d'Urbama*, n°24.

GERTEL J., 1998, " La mondialisation du pain au Caire : profits des multinationales et insécurité locale ", *Revue géographique de Lyon*, Vol. 73, n°3 1998, *Géographies Sociales de l'Egypte, ouverture et cloisonnements*, pages 219-226.

GIRAUD F. & VANIER M., 2000, "Plaidoyer pour la complexité territoriale", *Utopie pour le territoire* (s/d. Gerbaux), éd. L'Aube, col. Société et Territoire, pp. 143-72.

HARRIS N., 1996, "Bombay in the global economy", *Bombay Metaphor for Modern India* (s/d.) Patel & Thorner, Oxford India Paperbacks, 47-63.

HARRIS N. (s/d.), 1992, *Cities in the 1990s: The Challenge for Developing Countries*, Overseas Development Administration and Development Planning Unit, UCL Press, Londres.

KIENLE E., 2001, *The Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*, Bellgrave, Londres (version française à paraître chez Fayard).

MAYER G. 2001. Survival of small-scale manufacturing in Cairo during structural adjustment. Results from a long term study. Economic Research Forum, Cairo. Working Paper. N° 2021. 20p.

MÖLLER J., 1998, "Working and Living in 10th of Ramadan City", Egypte/Monde arabe, CEDEJ, Le Caire, n°33, pp. 67-79.

MORICONI-EBRARD F. & RATEB M., 1996, "Le Caire métropole du Monde arabe ? Éléments de réflexion", *Lettre d'information de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain*, CEDEJ, Le Caire, n°45, pp. 35-45.

MORICONI-EBRARD F. & DENIS E., 1997, "L'industrie égyptienne, entre dirigisme étatique et libéralisme sauvage", *Méditerranée*, Université d'Aix-en-Provence, n°3, 109-120.

MORICONI-EBRARD F., 2000, *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du Monde*. Géophyris, 344 p.

PAGES D., VIGNAL L., 1998, " Formes et espaces de la mondialisation en Égypte. Une lecture spatiale des changements récents ", Revue géographique de Lyon, Vol. 73, n°3 1998, *Géographies Sociales de l'Egypte, ouverture et cloisonnements*, page 247-258.

RIDCHARDSON H., 1980, "Polarization reversal in developing countries", *Papers of the regional science association*, n°45, pp. 67-85.

SOLIMAN S., 1999, *State and Industrial Capitalism in Egypt*, Cairo Papers in Social Science, vol. 21, n°2, 104 p.

SASSEN S., 1996, *La ville globale, New-York, Londres, Tokyo*, Descartes & Cie.

STANLEY B. 2001. Going global and wannabe world cities : (re) coceptualizing régionalisme in the Middle East. Research Bulletin n°45. Globalization and World Cities Study Group and Network, Loughborough University. 18p.

VELTZ P., 1996, *Mondialisation, Villes et Territoires, L'économie d'archipel*, PUF.

VINING D.R., 1986, "Population redistribution towards core areas of less developed countries 1950-1980", *International Regional Science Review*, n°10-11.

WAHDAN D.E., 2001, *Building 6 October City: Local Politics and the Social Production of Uneven Spatial Development*, Master's Thesis, The American University in Cairo, 141 p.

WARDWELL J.M. (s/d.), 1980, News directions in urban-rural migration: The population turnaround in rural America, NY Academic Press.

## DOCUMENTS ANNEXES

Il y a 1 document annexé à cet article.

Graphique 1 (34k)

## NOTES

**1** - Les campagnes aussi se transforment, car les exigences de qualité de la filière agroalimentaire modernisée créent de nouveaux emplois et modifient le rapport des exploitants et des ouvriers agricoles aux productions. Les formes de contractualisation et d'achat changent aussi. La campagne en ce sens aussi se rapproche de la ville.

**2** - En 1999, 12,4% des exportations et 14,3% des importations de l'Egypte. Source : Ministère du Commerce Extérieur.

**3** - En dehors du coût du travail qui reste très faible, ce qui autorise le maintien d'une abondante domesticité et de nombreux services de proximité

**4** - Durant la même période, les importations égyptiennes en provenance du monde arabe sont passées de 3,13 à 6,26% de la valeur totale des importations, croissance qui est liée principalement à l'importation de produits pétroliers en provenance d'Arabie Saoudite, tandis que la valeur totale des importations du pays doublaient (plus de 16 milliards de dollars).

**5** - C'est très nettement le cas dans pour les méga-chantiers de bonification agricole. Notamment pour le Canal al-Salam, dans le nord-Sinaï dont le shaykh al-Zayed a été le principal bailleur suite à l'engagement de l'Egypte dans la Guerre du Golfe. En échange, les entrepreneurs des monarchies pétrolières ont pu acquérir de vastes zones irriguées sur ces nouveaux projets . On retrouve les mêmes cas de figure dans le cadre du méga-projet de Toshka avec de lourdes implications écologiques puisque les compagnies princières sont autorisées à puiser sans limite dans la nappe fossile. L'opposition à cette appropriation arabe du sol égyptien commence à s'exprimer en termes de colonisation et amène à décaler sensiblement le débat sur la mondialisation et l'intégration régionale.

**6** - En 1997, la dette publique représentée 78,2% du PIB ou 2.822 LE par habitants. Cette même année, les créanciers de l'Etat étaient à 48,4% des banques publiques et à 31% des *joint ventures* et des banques privées, la plupart avec une forte participation du secteur public ; plus les assurances et les caisses de retraite à hauteur de 3,1%... (Source Abdel-Malek, 2000).

**7** - L'inversion est fondée sur une réification de la notion d'informalité (cf. P. Haeringer, 1999, "L'économie invertie, mégapolisation, pauvreté majoritaire et nouvelle économie urbaine", *2001 plus, Synthèses et recherches*, Centre de prospective et de veille scientifique, Ministère de l'équipement, des transport et du logement, n°50, 56 p.). C'est un refus de penser, par formalisme classificatoire, l'articulation organique entre l'essor de l'activité productive légale et les filières para-légales qui garantissent le faible coût de la main-d'œuvre. / En outre, les périodes de forte croissance démographique, de métropolisation de ce croît et donc de mégapolisation, ont le plus souvent eu lieu durant des périodes de pénurie et d'étatisme, c'est-à-dire durant des phases d'affirmation nationaliste, où plus que jamais toutes les ressources étaient concentrées dans les capitales. En outre, les réformes agraires ont accéléré les relances productives de l'agriculture. Elles ont certes produit un surplus de main-d'œuvre mais en même temps qu'une plus grande plus-value agricole qui a été immédiatement captée par l'industrialisation métropolitaine et l'administration nationale qui se mettait en place. L'activité mégapolitaine s'est enrichie et a su exploiter un sous-prolétariat de plus en plus abondant. Il joue le rôle du surplus de main-d'œuvre classique, déjà présent dans la révolution industrielle anglaise.

**8** - La plupart des informations sur Shûbra al Khayma, hormis les tableaux construits par nous-mêmes à partir d'autres sources, sont issues de la lecture du rapport intitulé *Case of urbanization and industrialization in Shubra el-Khema, Egypt*, par Lamia Bulbul et Sameh Neguib, Urban Partnership, Background Series 9, Banque Mondiale, 57 pages, avril 2000.

**9** - ECES/ILD, 2000, *Formalization of Egypt's Urban Informal Real Estate Sector*, Cairo, 104 p.

## POUR CITER CET ARTICLE

**Référence électronique**

Eric DENIS et Leïla VIGNAL, « Dimensions nouvelles de la métropolisation dans le Monde arabe : le cas du Caire », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 64, Les enjeux de la métropolisation en Méditerranée, 2002, [En ligne], mis en ligne le 15 juin 2004. URL : http://cdlm.revues.org/document75.html. Consulté le 11 février 2009.

## AUTEURS

**Eric *DENIS***

CEDEJ-CNRS

**Leïla *VIGNAL***

UMR Espace-CEDEJ